

JEUDI 28 JANVIER 2016

"Aucun homme n'est une île et tout ce qui est infligé à la croûte de notre planète finira tôt ou tard par affecter chacun d'entre nous."

John Donne (tiré du livre de Ugo BARDI "le grand pillage")

- = "Les obstacles sociaux et culturels freinent le changement" p.2
- = A Davos, l'élite soutient la société sans cash (Simone Wapler) [Le big reset] p.6
- = Les marchés plongent et ils n'ont pas encore compris pourquoi (Philippe Herlin) p.9
- = Nous ne sommes pas en 2007... (Patrick Reymond) p.10
- = Que peut faire la Fed face à l'effondrement de la dette ? (Bill Bonner) p.12
- = Le grand trou noir de la spirale infernale (Bruno Bertez) p.14
- = L'économie mondiale inquiète la banque centrale américaine p.17
- = La Fed déjà « dovish »! (Bruno Bertez) p.18
- = Les producteurs américains de Schiste risquent la faillite p.19
- = Le cynisme fait surface (Bruno Bertez) p.19
- = Effondrement des profits industriels chinois. 1 première en 10 ans! (Charles Sannat) p.22
- = Les producteurs de pétrole de schiste US font profil bas (Charles Sannat) p.23
- = « Tirez parti de la crise, changez votre vie ! » (Charles Sannat) p.23
- = Pétrole: Chocs, contre-chocs... p.31
- = L'oraison funèbre du système capitaliste par trois de ses grands prêtres (Le Yéti) p.33
- = Une réflexion sur la bourse (Bruno Colmant) p.35
- = Le drame du chômage. Suite et pas fin (Marc Fiorentino) p.37
- = L'économie de la surabondance (Adrian E. Ash) p.40
- = Suppression des droits aux food stamps pour 1 million d'Américains p.42
- = La production canadienne de pétrole va presque doubler d'ici 2040 p.43
- = Plus de 6000 procès ont été ouverts contre la Deutsche Bank (Audrey Dupéron) p.45

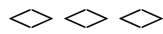


Interview de Dennis Meadows :

"Les obstacles sociaux et culturels freinent le changement"

Ingrid Bellot 23 juillet 2015 info.arte.tv

Pour Dennis Meadows, notre modèle de croissance, qui épuise la planète, est sur la voie de l'effondrement. Pour assurer un avenir à l'humanité, il faut radicalement changer la donne.



Entretien avec [Dennis Meadows](#), physicien, professeur émérite à l'université du New Hampshire (États-Unis), membre du Club de Rome.

Êtes-vous pessimiste pour l'avenir de l'humanité ?

Dennis Meadow : Notre espèce survivra ; en revanche, notre civilisation matérialiste ne tiendra pas le choc. Si on regarde la salle où nous nous trouvons actuellement, absolument tout y dépend du pétrole. Comme le pétrole va disparaître, ces objets changeront. Mais je ne suis pas pessimiste pour autant. Être pessimiste signifierait en effet que je m'attends dans le futur à quelque chose que je n'aimerais pas. Pour ma part, j'adopte une attitude neutre à ce sujet. La France était différente il y a cinquante ans de ce qu'elle est maintenant et elle sera encore différente dans cinquante ans : que je sois optimiste ou pessimiste n'y change rien. Ce que je peux dire, en revanche, c'est que nous avons décrit plusieurs scénarios dans notre rapport de 1972, et notamment un " scénario d'effondrement ", aboutissant à un recul brutal de la population mondiale et de la production industrielle, et un " scénario d'équilibre " permettant de stabiliser cette population. Des scientifiques australiens, avec lesquels nous n'avons aucun lien, se sont posé la question de savoir laquelle de ces trajectoires nous avons suivie depuis quarante ans [1]. Le résultat est clair : nous sommes sur la voie de l'effondrement, et il est trop tard pour revenir vers le scénario d'équilibre.

Pensez-vous que la crise actuelle ait à voir avec les problèmes écologiques ?

Absolument. On porte actuellement beaucoup d'attention à ce qui se passe en Europe, mais en réalité le monde entier est en crise. Celle-ci est même, sous certains aspects, plus grave aux États-Unis que chez vous. La crise économique et

financière que nous vivons n'est pas distincte de la crise écologique. Pourquoi a-t-elle éclaté ? Notamment parce que les prix de l'énergie et des matières premières ont augmenté avec le développement des pays émergents. Les crises économique et écologique sont connectées non seulement entre elles, mais aussi avec les crises politiques et même culturelles. Dans les quinze ou vingt prochaines années, la pression que nous mettons collectivement sur la planète va être assez forte pour arrêter la croissance de la population et celle de l'économie. Au cours des vingt ans à venir, vous verrez davantage de changements politiques, économiques et culturels qu'il n'y en a eus en un siècle. La crise de l'euro en est une première manifestation. Il faut que les décideurs politiques comprennent combien tout est lié, au lieu de dire comme aujourd'hui : *" l'environnement, le climat et l'énergie sont importants, mais nous n'avons pas le temps de régler ces questions maintenant. Nous devons d'abord résoudre la crise de l'euro. "*

La démographie occupe une place importante dans vos analyses. Qu'est-il possible de faire dans ce domaine ?

La première chose à faire en matière de population serait de laisser les femmes avoir autant d'enfants qu'elles le veulent : il faudrait simplement rendre possible le fait de ne pas vouloir d'enfant en permettant à chacune l'accès à la contraception. Mais politiquement, je ne pense pas qu'on puisse agir aujourd'hui à ce sujet. Dans les années 1970, il y avait des conférences internationales utiles sur ces questions. Ce n'est plus le cas, notamment parce que les États-Unis ont malheureusement fait pression pour l'abandon de ces idées. Cette question est devenue trop sensible pour être débattue.

Le progrès technique peut-il nous tirer d'affaire ?

La technologie est toujours prometteuse. Pour autant elle ne peut pas régler tous les problèmes. Même si nous arrêtons immédiatement d'émettre le moindre gramme de CO₂, de méthane ou autre, le climat serait quand même modifié en profondeur pour des siècles. Cela ne veut pas dire que nous devons arrêter de lutter : même dans cinquante ans, il sera préférable de tenter d'enrayer le phénomène que de ne rien faire !

Par quoi faut-il commencer ?

Il n'y a pas de réponse unique, pas de bouton magique sur lequel il suffirait d'appuyer. En tout premier lieu, il faut augmenter l'horizon de temps : il faut inciter les gens à penser aux conséquences à quarante ou cinquante ans des décisions qu'ils prennent maintenant. Regardons votre campagne présidentielle : a-t-il été question de long terme et des problèmes structurels qui nous attendent ? Non. C'est la même chose dans la zone euro ou aux États-Unis : le débat public est centré sur des problèmes de très court terme. Comment modifier cela ? En réalisant des changements structurels de gouvernance. En Nouvelle-Zélande, on a par exemple créé un Conseil de l'environnement qui peut rédiger des rapports indépendants. Les médias, la classe politique ou les citoyens peuvent ainsi avoir accès à des perspectives de long terme. Aux États-Unis, nous avons un contrôleur général de l'environnement. Son mandat est de quinze ans, et il est entendu que c'est le dernier poste qu'on occupe dans une carrière. De cette façon, il n'a pas à se préoccuper des conséquences de ses positions sur son avenir. Une partie de l'allongement de l'horizon réside aussi dans l'éducation. Nous devons développer également une "éthique de la communauté". Dans un système basé sur l'idée que toutes les relations doivent se dérouler par l'intermédiaire du système financier, votre seule obligation est de rembourser vos dettes et vis-à-vis de l'environnement de payer une taxe pour réparer vos dommages. Mais il y a tellement d'aspects de notre société qui ne peuvent être appréhendés sous un angle financier que nous commettons inévitablement des erreurs. Il faut aussi développer le changement culturel grâce à de nouveaux indicateurs de richesse.

Quel peut être le rôle de la fiscalité écologique ?

Elle peut être utile. À la condition qu'elle soit bien considérée comme une partie de la solution, et pas comme LA solution. Tout le monde s'accorde à dire qu'il faut réduire les émissions de CO₂. Que se passe-t-il en réalité ? Elles augmentent d'année en année à l'échelle planétaire. Cela dépend en fait de quatre facteurs : la population, le capital par personne, l'énergie utilisée par unité de capital et la part de cette énergie composée de combustibles fossiles. Concernant la population, on ne peut guère agir. Des progrès ont été faits sur l'efficacité énergétique, et on peut encore en faire davantage. En revanche, sur les aspects plus culturels comme les standards de vie (dont dépend le capital par personne), tout reste à faire : c'est le levier essentiel.

Peut-on imaginer conserver le même bien-être avec moins de capital ?

Absolument. Votre pays en est un bon exemple. Une des choses que j'y admire est la qualité de vie. Le niveau de satisfaction personnelle est, en moyenne, plus élevé qu'aux États-Unis, alors que notre produit intérieur brut par habitant est supérieur au vôtre. Pourquoi ? Vous profitez de relations familiales plus intenses, vous avez de bons restaurants, etc. Vous faites des choses desquelles vous retirez beaucoup de satisfaction personnelle, alors qu'elles ne requièrent qu'un faible capital. Je vais utiliser une image : quand des parents ont un bébé, ils espèrent qu'il grandisse vite. C'est même une source d'inquiétude... mais aussi de fierté ! Arrivé à un certain âge, ils ne veulent plus en revanche qu'il grandisse ou grossisse. Ils veulent qu'il apprenne à lire, à jouer de la musique... Nous comprenons l'importance du passage d'une croissance quantitative à une croissance qualitative pour les individus, mais pas pour la société. Évidemment, nous ne parlons pas ici du Zimbabwe ou de pays de cette nature, qui ont besoin d'une croissance quantitative classique. Je cultive moi-même de plus en plus mon propre jardin, et j'y gagne en qualité de vie. C'est un exemple bénin, mais il prouve qu'il existe de nombreux moyens de faire baisser le capital que l'on utilise. Car en cultivant mon jardin, j'évite l'utilisation de tracteurs, d'avions transportant des aliments dans des entrepôts réfrigérés, etc. Il existe de nombreuses solutions pour augmenter le bien-être d'une société. Bien sûr, ces solutions ne feraient pas les affaires de l'industrie. En résumé, les solutions techniques ne sont pas difficiles à mettre en pratique. Ce sont des obstacles sociaux ou culturels qui freinent le changement.

À l'échelle mondiale, comment mettre en place la protection de la planète ?

Le meilleur exemple que nous ayons concerne la protection de la couche d'ozone : elle a été possible grâce à une prise de conscience internationale [2]. Une chose est sûre en revanche : les États, seuls, ne peuvent assurer cette protection. Mais la tendance actuelle n'est pas favorable aux structures internationales. L'Europe peine à se construire. Et aux États-Unis, les États fédérés rendent le gouvernement fédéral de plus en plus impuissant à opérer des changements significatifs.

En l'absence de gouvernance internationale, comment encadrer la

compétition qui menace l'environnement ?

Vous évoquez un problème très sérieux que l'on appelle "la tragédie des communs (3)". Garrett Hardin, qui a écrit l'ouvrage du même nom, avait conclu que la solution résidait dans la cohésion sociale et dans la recherche d'accords. Cela concerne évidemment le dumping environnemental (4) , mais aussi la fiscalité. Au États-Unis, certains États jouent la concurrence les uns envers les autres afin d'attirer de nouvelles industries, en promettant des taxes faibles et en mettant en avant l'absence ou la faiblesse des syndicats. Je n'ai pas de solution à ce problème.

Propos recueillis par Guillaume Duval, Sandra Moatti et Vincent Grimault pour Alternatives économiques en juillet 2012.

Notes

(1) Voir " A Comparison of the Limits to Growth with Thirty Years of Reality ", par Graham M. Turner, juin 2008, accessible sur www.csiro.au/files/files/plje.pdf

(2) Le protocole de Montréal, signé en 1987, a permis de limiter fortement les émissions de gaz chlorofluorés destructeurs de la couche d'ozone aboutissant à une reconstitution progressive de cette couche qui nous protège des rayons ultraviolets en provenance du soleil.

[3] Tragédie des communs : théorie popularisée par Garrett Hardin en 1968, qui décrit comment la compétition entre acteurs pour une ressource limitée mène à sa surexploitation et à sa disparition.

[4] Dumping environnemental : situation de concurrence dans laquelle un producteur occasionne des dégâts environnementaux afin de vendre moins cher et d'éliminer ainsi ses concurrents.

- See more at: <http://info.arte.tv/fr/interview-de-dennis-meadows-les-obstacles-sociaux-et-culturels-freinent-le-changement#sthash.ZwmsMPuz.dpuf>

A Davos, l'élite soutient la société sans cash

Rédigé le 28 janvier 2016 par Simone Wapler | La Chronique Agora

[NYOUZ2DÉS: LE BIG RESET= faillite de tous les pays (donc aussi des épargnants) du monde. Et ça n'ira pas mieux par la suite. On efface ce qui est vituel (l'argent), mais le réel, lui, ne change pas. Les ressources naturelle (dont le pétrole, le cuivre, etc.) ne deviendront pas abondantes après un big reset.]

▪ Davos est la grand-messe du capitalisme de copinage et non la grande kermesse de l'ultra-libéralisme comme on l'entend souvent. A ce forum économique mondial se rencontrent lobbyistes, industriels, financiers, hauts fonctionnaires et politiciens. C'est là que bien souvent notre vie quotidienne se décide, à notre insu. C'est là que se montrent — quoique partiellement et bien maquillés pour leur numéro de claquette sous les projecteurs — les serviteurs de l'Etat de l'ombre, ce que mes collègues américains appellent le Deep State (un jeu de mots hélas intraduisible).

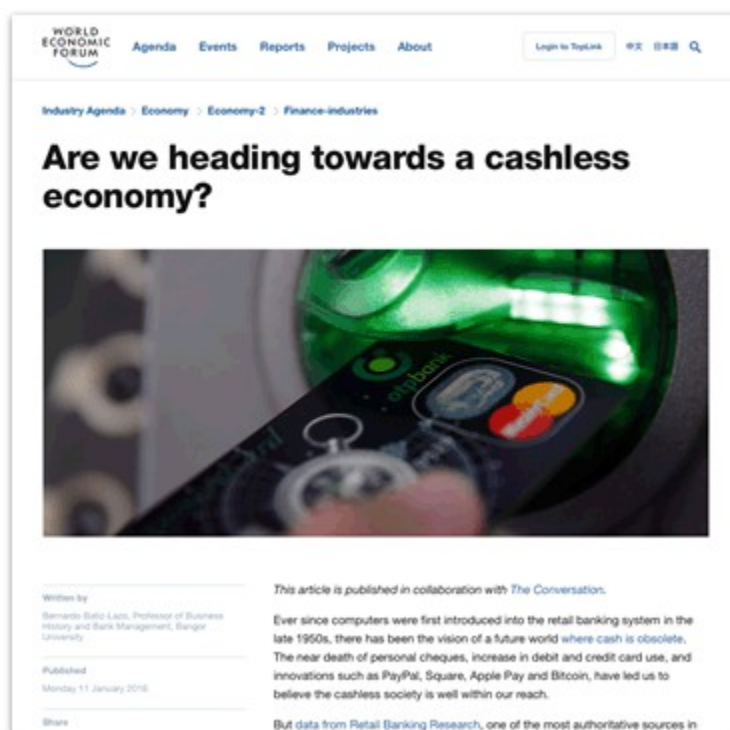
C'est à Davos que ces technocrates débattent des grands problèmes, imposent leurs grandes solutions, financées avec notre argent.

Le thème de 2016 était "la quatrième révolution industrielle", rien de moins. Selon le fondateur de cette kermesse, Klaus Schwab, cette révolution digitale "brouille les lignes entre les sphères physiques, numériques et biologiques". A Davos, on n'hésite pas à tricoter les sphères et les droites !

Le discours d'ouverture nous rappelle que :

- la première révolution était à la vapeur et a permis de mécaniser la production,
- la deuxième était à l'électricité et a permis la production de masse
- la troisième à l'électronique et a débouché sur les automatisations
- la quatrième est digitale donc.

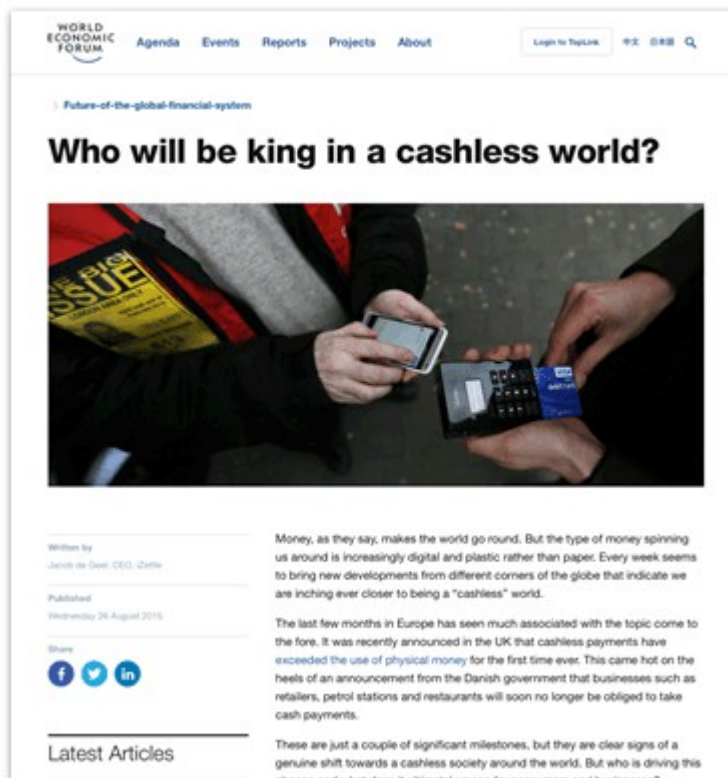
Un gros sujet débattu à Davos fut la monnaie digitale liée à l'avancement de la société sans cash.



De Bill Gates (Microsoft), à Blythe Masters (ex. JP Morgan, maintenant Blockchain) en passant par Michel Sapin (ministre de l'Economie), Christine Lagarde (FMI) ou William White (OCDE) tous sont favorables à la société sans cash.

▪ **Qui sera le roi ?**

"Qui sera le roi de ce monde sans cash ?" s'interrogeait le site officiel de Davos.



The image shows a screenshot of a webpage from the World Economic Forum. At the top, there is a navigation bar with the logo and links for 'Agenda', 'Events', 'Reports', 'Projects', and 'About'. Below the navigation bar, the article title 'Who will be king in a cashless world?' is prominently displayed. A central photograph shows two hands holding mobile payment devices, one a smartphone and the other a card reader. Below the image, the article text begins with 'Money, as they say, makes the world go round. But the type of money spinning us around is increasingly digital and plastic rather than paper. Every week seems to bring new developments from different corners of the globe that indicate we are inching ever closer to being a "cashless" world.' The text continues to discuss recent developments in Europe, mentioning the UK and Danish government's announcements regarding cashless payments. At the bottom of the article, there is a 'Latest Articles' section.

"La révolution sans cash est en marche. Les gouvernements, les entreprises, les start-ups et les consommateurs peuvent avoir des motivations différentes pour détrôner le cash mais le résultat final sera probablement le même. Mais avec la mondialisation ou 'gros' est traditionnellement 'beau', ce sont les plus petits acteurs — start-ups, petites entreprises et consommateurs — qui vont en définitive façonner le nouvel ordre mondial. Et pour ceux qui aiment l'innovation et les idées nouvelles ce ne peut être qu'une bonne chose".

Voici un très bel exercice de désinformation. Ceux qui veulent maintenir le cash sont rétrogrades (arriérés). Une société sans cash profite aux "petits" qui la façonneront selon leurs désirs. Visiblement, le gratin de Davos n'a jamais entendu parler des difficultés des "petits" dès qu'ils ont voulu mettre en place une monnaie digitale. Immédiatement, ils sont accusés de couvrir des activités criminelles, terroristes ou de blanchiment.

Il serait plus juste de dire que la société sans cash est évidemment une bonne chose pour les invités de Davos. Une telle société permet de transformer chacun en pantin docile des gouvernements, des banques centrales et des banques commerciales et de quelques grandes entreprises du numérique.

Voici un magnifique exercice de capitalisme de copinage : chacune de nos

transactions enrichira nécessairement l'un de ces acteurs, point de passage obligé.
Pas de révolte possible, sinon, en un clic on vous piquera votre fric.

De toute façon, il faudra en passer par là. C'est le jubilé, dont parle William White de l'OCDE à ce même Davos de 2016, ou le big reset de l'économie mondiale déjà évoqué par Christine Lagarde au Davos de 2014. Il devient nécessaire d'effacer les mauvaises dettes publiques et privées par la force puisque les banques centrales n'arrivent pas à créer d'inflation. A la prochaine crise, il faudra taper directement dans les dépôts bancaires, comme le stipule la Directive de résolution bancaire. Ca tombe bien, avec la société sans cash, il n'y aura pas de fuite possible devant ce super-impôt décrété par l'Etat de l'ombre.

Plus d'infos sur : <http://la-chronique-agera.com/davos-societe-sans-cash/>
Copyright © Publications Agora

Les marchés plongent et ils n'ont pas encore compris pourquoi

Philippe Herlin GoldBroker.fr 28 janvier 2016

L'année 2016 commence très mal pour les bourses mondiales ; elles ont perdu environ 10% de leur valeur depuis le 1er janvier, l'un des pires débuts d'année de l'histoire boursière. Depuis leur plus haut en juin dernier, les marchés actions dans le monde ont baissé de 20%, selon [Bloomberg](#), ce qui correspond à 15 000 milliards de dollars de valeur boursière volatilisés en fumée.

L'ampleur et la durée de ce repli des cours semblent indiquer une sévère glissade de plusieurs années, telle qu'on en a connu après les sommets de 2000 et de 2007. Cependant, malgré tout, les intervenants veulent majoritairement croire à un accident de parcours ou à une purge qui permettra de retrouver une nouvelle phase de progression. Il est vrai qu'à l'époque, les causes des crises apparaissaient clairement (krach des valeurs Internet en 2000, *subprimes* en 2008), alors que, cette fois, on ne distingue pas où se trouve le baril d'explosifs.

La raison est pourtant simple : ça va mal partout ! Ou, si l'on veut identifier le coupable, nous sommes dans une crise de la dette, et de la dette, il y en a partout. Il y a trop de dette chez les États (très peu de pays dans le monde équilibrent leurs comptes), dans certaines entreprises (obligations à haut rendement, ou *high-yield*, souvent pourries), chez certains ménages (dette étudiante aux U.S., bulle immobilière au RU et dans certains États américains) et, surtout, dans les banques (créances douteuses, faiblesse des fonds propres par rapport à leurs engagements,

de l'ordre de 1/30 en Europe). La chute du prix du baril de pétrole constitue certes une cause de la crise pour les pays exportateurs, mais elle révèle aussi que la montagne de dette investie dans le pétrole de schiste aux États-Unis a grandi trop vite et trop facilement. Les taux zéro ont joué le même rôle de facilitateur que pour la bulle des *subprimes*, et on connaît le résultat.

Toutes ces dettes deviennent de plus en plus lourdes à porter à mesure que la situation de l'économie réelle se dégrade : panne de croissance au Japon et en Europe, croissance réelle de l'ordre de 2% en Chine seulement, impossibilité pour les États d'augmenter encore la pression fiscale (et incapacité à diminuer leurs dépenses, essentiellement sociales et clientélistes), augmentation des créances douteuses dans les banques (notamment en [Italie](#)). Résultat, ça craque de partout.

L'agence [Bloomberg](#) signale ce chiffre anecdotique mais révélateur de la situation économique : il coûte désormais moins cher de louer à la journée un navire marchand de 335 mètres de long (1100 pieds) qu'une Ferrari F40. La crise touche l'économie réelle mais pas encore le trader qui loue sa voiture de luxe, mais ça ne saurait tarder.

La preuve que les marchés n'ont pas compris ce qui se passe : après plusieurs jours de recul, ils ont nettement rebondi jeudi et vendredi dernier, suite aux déclarations de Mario Draghi affirmant qu'"il n'y a pas de limites" à l'utilisation des instruments de politique monétaire et qu'il agirait sans doute dès le mois de mars. Et pourquoi pas un nouveau plan de *Quantitative Easing*, un QE4, de la part de Janet Yellen ? Encore un bol de punch de la Fed et de la BCE ? Cette croyance en la toute puissance des banques centrales – les totems modernes de notre économie – est suicidaire. Mais les marchés ne le savent pas encore.

La reproduction, intégrale ou partielle, est autorisée dès lors que " www.GoldBroker.fr/ tous droits réservés" est mentionné accompagné d'un lien vers cette page.

[Nous ne sommes pas en 2007...](#)

Patrick Reymond 27 janvier 2016

[En effet, c'est bien pire.](#)

La dette a flambé, un peu plus qu'hier et bien moins que demain.

"Même la dette des ménages est repassée à son record de 14,1 trillions de dollars enregistré en 2007. Depuis lors, la dette des entreprises est passée de 10,1 à 12,6 trillions de dollars, la dette nationale est passée de 9,2 à 18,9 trillions de dollars, et le bilan de la Fed a explosé depuis 880 milliards jusqu'à 4,5 trillions de dollars. "

En Chine, la dette a été multipliée par 3. La croissance chinoise, surévaluée à 7 %,

ne croit plus, son fret ferroviaire s'est effondré. Avec son effet sur la croissance des autres, cet effondrement gomme 50 % de la croissance mondiale.

Bien entendu, le gros pipeau de la croissance américaine est à indiquer. De l'inflation transformée en croissance, à moins de considérer que le nombre de dealers abattu sur le port de Baltimore, c'est de la croissance.

Le FMI alerte sur une croissance mondiale, et c'est là qu'est le problème. Le bidonnage de la croissance fait apparaître le roi nu. On revient au contenu réel, et ça fait mal. Envolé tout le binz des arrangements comptables.

Un autre problème est aussi le refus de voir que tout s'effondre. On annonce, très sérieusement [19600 suppressions d'emplois](#) en Alberta, en 2015. C'est largement sous estimé, et il y a emploi et emploi.

L'emploi supprimé, pétrolier, était très bien rémunéré, et c'est très largement 5 fois ce chiffre, l'emploi qui s'y substitut est à mi-temps ou 1/4 de temps, au salaire minimum, et est occupationnel, souvent subventionné.

[Bras de fer](#) entre des chéris de l'état, les taxis, endettés pour acheter illégalement une licence, avec 4 ou 5 fois moins de licences qu'ailleurs, et une compagnie mondiale qui ne veut pas cracher au bassinet du rachat des licences...

Mais l'état est pris entre sa doxa et ses stipendiés. Curieux, d'ailleurs que celui-ci n'ait pas vu la solution. Augmenter en douce le dit nombre de licences. De toute façon, la crise pétrolière réglera ça, et sur 80 % du territoire, les taxis ne sont que des employés et sous-traitants de la sécurité sociale...

Visiblement, les gouvernants sont arrivés à créer une tempête parfaite, en accélérant et accentuant la politique antérieure.

En France, on continue la guerre des classes, en voulant liquider code du travail et 35 heures.

ET dire qu'au USA, on dit que Trump est une "menace", et qu'en France MLP en est une aussi... Pour qui ? Pour un système en cours d'implosion ? Ils vont leur rendre un énorme service : ils n'arriveront au pouvoir que quand tout se sera cassé la gueule...

Il paraît que le nationalisme est guerrier et que l'internationalisme, pacifique. Visiblement, c'est le contraire. Le militant no border peut être très bien représenté avec un couteau entre les dents. il n'a rien à envier au NKVDiste.

Trump, lui, est en guerre, contre un lobby. Celui de la guerre à tout prix, pour n'importe quel motif. On voit le séisme économique que cela peut provoquer. Comme pour les taxis, les lobbys sont agressifs.

Que peut faire la Fed face à l'effondrement de la dette ?

Rédigé le 28 janvier 2016 par **Bill Bonner** | **La Chronique Agora**

▪ Un gros titre du Wall Street Journal a retenu notre attention la semaine dernière : "les actions à nouveau en baisse. Que fait la Fed ?"

Cette question nous a été posée plusieurs fois à Bombay, où nous avons récemment séjourné pour affaires.

Nous avons été interviewé par le journal Economic Times of India et par Bloomberg TV. Ils voulaient savoir ce que nous faisons en Inde et ce que nous envisagions pour les marchés mondiaux. Notre réponse a pris un tour familier...

"Tout ce qui grimpe doit baisser", avons-nous dit de plusieurs manières différentes. "Ce qui grimpe beaucoup baisse beaucoup".

Cela ne semblait guère compliqué ; nous ne nous attendions pas à des contre-arguments. Mais les médias financiers du sous-continent — comme leurs homologues et compagnons de bar dans d'autres pays — n'arrivent pas à l'imaginer.

Dans l'esprit des journalistes juniors et des économistes seniors, les hausses et les baisses n'ont rien d'inévitable. Ils pensent que les marchés ne vont que dans une seule direction — le haut —, avec quelques reculs et erreurs politiques occasionnels.

L'erreur qu'ils voient en ce moment, c'est le "resserrement" supposé de la Fed sur les conditions de crédit.

▪ **Le grizzly de l'enfer**

"N'estime-vous pas que la Fed a augmenté prématurément les taux le mois dernier... considérant le déclin infernal des valeurs depuis ?" a demandé un reporter.

"Non. Pour commencer, nous ne qualifierions pas cette baisse d' "infernale". Pour l'instant, cet 'ours' baissier n'est pas un grizzly de l'enfer — plutôt un panda câlin. Et la Fed n'a pas été prématurée. Elle est en retard".

Le problème avec cette réponse, c'est qu'elle exige bien trop d'explications. Les médias financiers n'ont pas le temps pour ça. Ils veulent des phrases choc... de préférence positives.

Après un petit temps, nous avons rejoint la danse. Oublié la nuance. Oublié l'ironie. Oublié les conséquences inattendues. C'est ça, le show-business !

"Vous n'avez encore rien vu", avons-nous dit à un journaliste. "On est en train de revivre la correction de 2008... en pire. Le monde a souscrit 57 000 milliards de dollars de dette supplémentaire depuis l'effondrement de Lehman Brothers. Nous verrons donc le Dow sous les 6 000 avant la fin de cette histoire".

Juste entre nous... ce n'était pas une prédiction sérieuse. Nous sommes relativement certain que les marchés finiront par baisser substantiellement. Mais nous ne savons pas quand, ni jusqu'où ils baisseront.

Le contexte crée le contenu. Les médias financiers font partie de l'industrie du spectacle, largement financée par l'industrie financière. N'en attendez pas d'analyses ou de commentaires sérieux.

Les commentaires sont censés fournir des analyses simples et nettes... avec aussi peu de gradations que possible. Emphatiques. Confiants. Complètement à côté de la plaque.

▪ **Quand la dette rebondit**

Nos partenaires à Bombay ont réuni certains de leurs meilleurs clients pour une conversation plus en profondeur.

Les mêmes questions ont fait surface, mais nous avons plus de temps pour y répondre :

Le problème, c'est la dette. Il y a trop de dette. C'est ce qui arrive quand on prête trop longtemps à des taux trop bas. Les gens empruntent pour consommer... ou pour investir dans des choses qui n'ont pas vraiment de sens.

Le monde a rajouté 170 000 milliards de dollars de dette au cours des 20 dernières années. Ensuite, ils ne peuvent pas rembourser. Tel était le problème avec la dette hypothécaire subprime en 2007 et 2008. Aujourd'hui, nous avons la dette étudiante, la dette automobile, la dette d'entreprise et la dette gouvernementale. Le monde a rajouté 170 000 milliards de dollars de dette au cours des 20 dernières années — alors que l'économie mondiale n'augmentait que de 3% par an environ.

Il est intéressant de voir que cette bulle de dette est née des consommateurs et de l'industrie de la finance aux Etats-Unis... avant d'être expédiée vers les exportateurs en Chine... puis de la Chine vers ses fournisseurs au Brésil et autres économies de matières premières.

A présent, les mauvaises dettes rebondissent d'une économie à l'autre.

▪ **Mise à l'épreuve**

Les marchés cassent les mythes, avons-nous continué. Pour la troisième fois de ce siècle, ils s'attaquent au mythe financier fondamental de notre époque, selon

lequel un groupe d'universitaires diplômés en économie peut réussir là où des générations de banquiers avant eux ont échoué... qu'il peut gérer une devise fiduciaire — et toute l'économie mondiale avec — sans que ça tourne à la catastrophe.

Paul Volcker y est parvenu, concédons-nous. Mais c'était à l'époque où les Etats-Unis n'avaient qu'une fraction de la dette qu'ils ont actuellement... et avant que l'économie mondiale soit accro à l'endettement.

A présent, dès que nous connaissons un ralentissement sérieux — et nous n'y sommes pas encore — toutes les banques centrales paniqueront et lanceront des programmes de relance encore plus agressifs.

Nous ne l'avons pas dit à nos lecteurs indiens — mais peut-être devrions-nous le faire à présent : cette phase — où les banques centrales font grimper les prix des actifs avec des politiques expérimentales — n'est probablement pas terminée.

Les marchés mettront les nerfs de la Fed à l'épreuve. Ils testeront sa force de caractère avec une baisse des cours et une récession. Ensuite, la Fed réagira. Après tout, elle "dépend des données".

Tenez bon. Ce sera passionnant. C'est probablement la seule chose dont nous puissions être certain : ça va devenir plus intéressant.

Plus d'infos sur : <http://la-chronique-agera.com/fed-effondrement-dette/>

Copyright © Publications Agora

Le grand trou noir de la spirale infernale

Bruno Bertez jeudi, 28.01.2016 Agefi Suisse

La dernière phase de la grande crise financière sera la destruction de la grande bulle des obligations souveraines qui signera la fin du régime monétaire.

Bruno Bertez

Vous savez que nous soutenons être dans la phase trois de la la Grande crise financière. Attention car il y aura d'autres phases. En premier, il y a eu les subprimes américains. Puis la dette subprime des périphériques européens. La phase actuelle est celle des émergents et de la Chine, inflatée par les QE et politiques non conventionnelles. Ces crises ont une origine commune: les taux d'intérêt offerts étant trop bas, les capitaux se sont fait concurrence pour obtenir un rendement suffisant. Les risques ont augmenté et on a accepté de prêter aux débiteurs douteux. Les taux d'intérêt étant trop bas face à des liquidités

excédentaires, ils provoquent ce qu'on appelle une search for yield qui conduit à accepter des produits plus douteux; en termes professionnels on dit que le risque n'est pas à son prix. Cette search for yield produit ce que l'on désigne sous le nom de «bulle de prix des actifs».

Nous sommes dans la phase de destruction de la bulle qui a été soufflée par les politiques non conventionnelles irresponsables. Le déclencheur de la destruction a été la perspective d'une normalisation de la politique monétaire US, le Taper et les anticipations de hausse des taux. Cela renchérit le dollar, le rend plus rare, produit du deleveraging, fait chuter les commodities, destabilise les économies périphériques dont la Chine. La chute du pétrole est considérée comme la cause des perturbations actuelles, mais c'est une conséquence car la cause première de tout c'est le dollar. Les conditions se resserrent ou s'assouplissent d'après lui. Le dollar est le chef d'orchestre du ron-roff, de l'alternance risk-on/risk-off.

La destruction a commencé en 2013 avec le High Yield des émergents, puis leurs devises, leurs dettes, les commodities, elle prend un tour aigu avec la chute du pétrole. L'effondrement de 70% du pétrole provoque des chocs financiers et des chocs dans les économies réelles. Ce qui obligera à un round de politique non conventionnelle, type sauve qui peut. Le round ne peut être qu'américain, on verra pourquoi ci dessous.

Les politiques non-conventionnelles de l'Asie et l'Europe ne marchent pas, c'est peut être le plus inquiétant car cette inefficacité est certainement le signe que les autorités ne comprennent rien au système, ils commettent une erreur de plus. Le constat que personne ne peut contester est que la liquidité globale disparaît à grande vitesse. Tout le monde s'en plaint y compris les plus grandes institutions. La liquidité qui disparaît, signifie: si on veut vendre, on ne peut plus! Or si on veut bien se souvenir que la Chine a perdu près de un trillion en 2015 par le biais des sorties de capitaux et que la banque centrale tente de courir derrière le phénomène en injectant des liquidités historiques, colossales, sans succès, alors on est en droit de s'interroger: où est cet argent? Il n'est plus en Chine ni dans les pays développés, il ne va pas sur les marchés! Ou est-il?

L'euro dollar qui est la base du système se contracte. Le pool se réduit. Aucun afflux nulle part! L'argent disparaît comme pris dans un gigantesque trou noir. On avait déjà vu cela en mars 2015 puis on l'a revu en août. On l'observe à nouveau. Personne n'offre de réponse ou d'explication crédibles. Nous en avons une: l'argent ne circule pas, il ne va pas dans un lieu inconnu, il va au paradis de l'argent mort, il est détruit purement et simplement! Le système de la monnaie que nous connaissons, ce système qui a jailli de nulle part, qui n'est que «liabilities en

chaîne entre les banques», simple digits dans les bilans, cette monnaie repart d’où elle vient: nulle part. La déflation de ces derniers mois, c’est le trou noir dans lequel s’engouffre la masse monétaire globale. La déflation c’est cette destruction de la monnaie et du crédit en cours.

Les apprentis sorciers ont cru avoir compris et sont face à un phénomène inconnu des cours des Fischer et Bernanke. Nous sommes dans une faille de la théorie de la monnaie, qui n’en est pas vraiment une. Comme l’avait avoué Greenspan dans un moment de lucidité, on ne sait plus ce qu’est la monnaie tellement on a innové et elle a muté. Les théories traditionnelles ne valent plus rien. La monnaie c’est du vif-argent. Elle ne se décrète pas mais résulte du crédit. Contrairement à ce que pensent les Bernanke et épigones: la printing press est un mythe.

Les initiatives de Draghi n’ont pas résisté à la réflexion. Il partage les mêmes théories et l’absence de recul. Il ne comprend pas que le monde n’est pas symétrique, ce qui marche pour le dollar ne marche pas pour l’euro. Ce qui aurait du le faire réfléchir est que son QE a fait baisser les bourses et surtout les banques! Au lieu de produire un effet de richesse, le QE européen a secrété de la pauvreté. Pourquoi? La réponse est évidente, il suffit de ne pas avoir d’oeillères. Ce QE rend l’euro surabondant, il baisse et en symétrie le dollar monte. Si la devise monte tous les prix déflatent, les commodities baissent, tous les agents économiques qui sont endettés en dollars s’appauvrissent, ils souffrent, puisque tout se passe comme si ils étaient vendeurs à découvert de dollars, donc ils prennent peur. Le deleveraging amplifie. La création de crédit fléchit quand le dollar monte, quand il renchérit. Cela veut dire que les conditions financières se resserrent. Cela veut dire que le monde se met risk-off.

La dernière phase qui signera la fin du régime monétaire, sera la destruction de la plus grande bulle de tous les temps: celle des obligations souveraines. Elle a permis de masquer les problèmes et signera la fin de cette période, la fin de la Grande Expérience.

[L'économie mondiale inquiète la banque centrale américaine](#)

[Le Monde.fr](#) | 28.01.2016 | Par [Stéphane Lauer](#) (New York, correspondant)

La Réserve fédérale américaine (Fed, banque centrale) a fait part, mercredi 27 janvier, de sa préoccupation à propos des turbulences financières actuelles et du ralentissement de la croissance mondiale. A l’issue d’une réunion de deux jours de son comité de [politique](#) monétaire, elle a laissé ses taux directeurs inchangés. Ces

derniers évoluent dans la fourchette de 0,25 % à 0,50 %. Malgré un discours un peu plus pessimiste que celui adopté en décembre 2015, lors de la précédente réunion, l'institution monétaire continue toutefois de prévoir un relèvement « *graduel* » du loyer de l'argent au cours des prochains mois.

Après avoir relevé les taux directeurs pour la première fois en neuf ans, il y a six semaines, la Fed a donc légèrement changé de ton. « *La croissance économique [aux Etats-Unis] a ralenti à la fin de l'année* », constate-elle dans son communiqué. Par ailleurs, « *le comité surveille étroitement l'économie mondiale et les développements financiers, et évalue leurs implications sur le marché du travail et l'inflation* » dans le pays, souligne-t-elle. Un diagnostic qui a fait l'objet d'une unanimité au sein du comité.

« Dans le sens de la prudence »

La Fed semble avoir de plus en plus de difficultés à jauger l'impact sur l'économie américaine de la baisse du pétrole et du ralentissement dans un certain nombre de pays, à commencer par la Chine. Malgré les progrès sur le marché de l'emploi, la bonne tenue de la consommation et la reprise du marché immobilier, l'économie des Etats-Unis est menacée de l'extérieur. Les turbulences sur les marchés financiers pourraient saper la confiance des ménages et des entreprises, tandis que la montée du dollar commence à miner les exportations.

Alors que jusqu'à présent beaucoup d'acteurs de marché tablaient sur un nouveau relèvement des taux d'intérêt dès la prochaine réunion de la Fed, les 15 et 16 mars, cette probabilité s'est amoindrie ces derniers jours en raison de ce contexte tumultueux. « *Dans l'ensemble, les changements dans le communiqué vont dans le sens de la prudence* », remarque Joshua Shapiro, économiste chez MFR, qui anticipe deux relèvements cette année.

« *La principale nouveauté du communiqué est que la Fed indique qu'elle surveille de près les développements économiques et financiers mondiaux*, ajoute Thomas Julien, spécialiste des Etats-Unis chez Natixis, dans une note sur le sujet. *La décision d'une hausse des taux ou non en mars dépendra donc beaucoup des évolutions en la matière.* » Une enquête Reuters menée auprès des investisseurs montre que ces derniers n'attendent plus qu'une seule hausse cette année, d'un quart de point, alors que la Fed avait évoqué, en décembre 2015, quatre hausses sur l'année.

Une hausse des prix à moyen terme

La Fed reconnaît que l'inflation aux Etats-Unis devrait rester basse à court terme

en raison de la baisse des prix du pétrole. Mais elle reste convaincue que, « *une fois que les effets provisoires des baisses de l'énergie et des prix à l'importation se seront dissipés* », la hausse des prix va s'accélérer « *à moyen terme* », pour tendre vers l'objectif de 2 % qu'elle s'est fixé.

La publication, vendredi, de la première estimation de la croissance américaine au quatrième trimestre de 2015 devrait confirmer les craintes de la banque centrale sur le ralentissement en cours, après avoir enregistré une hausse du produit intérieur brut (PIB) en rythme annuel de 3,9 % au deuxième trimestre et de 2 % au troisième.

Un contexte qui devrait inciter la Fed à la prudence. Toutefois, peu avant la réunion de mercredi, l'Office of Financial Research, l'un des régulateurs financiers américains, a mis en garde, dans son rapport annuel, contre un relèvement trop lent des taux d'intérêt, qui risquerait d'inciter les investisseurs à prendre plus de risques et, par conséquent, accroître la vulnérabilité du système financier à d'éventuels chocs. Entre deux maux, la Fed devra trancher.

Pour en savoir plus et tenter de comprendre l'évolution des débats au sein de l'institution, les investisseurs attendent désormais le discours de sa présidente, Janet Yellen, devant le Congrès américain prévu pour le 10 février. La publication du compte rendu de la réunion du 27 janvier (les minutes), programmée pour le 17 février, délivrera également de précieux indices.

La Fed déjà « dovish »!

Bruno Bertez 27 janvier 2016

La banque centrale américaine (Fed) a laissé mercredi les taux d'intérêt inchangés comme les marchés s'y attendaient, en notant que la croissance économique des Etats-Unis avait ralenti à la fin de l'année dernière, selon un communiqué du Comité monétaire (FOMC)

Après avoir relevé les taux directeurs pour la 1ère fois en neuf ans il y a six semaines, la Fed les a laissés mercredi entre 0,25% et 0,50%.

La Banque centrale a jugé que la croissance économique américaine avait « ralenti » à la fin 2015 et indiqué qu'elle s'attendait à ce que l'inflation demeure « basse » à court terme en raison d'un nouveau recul des prix de l'énergie.

La banque centrale américaine (Fed) a laissé mercredi les taux d'intérêt inchangés comme les marchés s'y attendaient, **en notant que la croissance économique des Etats-Unis avait ralenti à la fin de l'année dernière**, selon un communiqué du Comité monétaire (FOMC)

Après avoir relevé les taux directeurs pour la 1ère fois en neuf ans il y a six semaines, la Fed les a laissés mercredi entre 0,25% et 0,50%.

La Banque centrale a jugé que la croissance économique américaine avait « ralenti » à la fin 2015 et indiqué qu'elle s'attendait à ce que l'inflation demeure « basse » à court terme en raison d'un nouveau recul des prix de l'énergie.

Les producteurs américains de Schiste risquent la faillite

BusinessBourse Le 28 Janvier 2016



Les producteurs américains de pétrole de schiste subissent violemment la chute des cours du brut et risquent une accélération des faillites en 2016, préviennent des experts de la banque VTB.

“Une hausse brutale des faillites semble inévitable pour 2016”, ont prévenu des experts de la banque VTB, se faisant l'écho de chiffres du cabinet AlixPartners selon lesquels les producteurs américains de pétrole et de gaz perdent actuellement deux milliards de dollars chaque semaine.

Entre 2010 et 2015, ce type de pétrole est passé de quelques centaines de milliers de barils par jour (bj) à plus de quatre millions pour représenter désormais la moitié de la production américaine d'or noir, selon les estimations du département de l'Energie (DoE).

Source: lexpressiondz.com

Le cynisme fait surface

Bruno Bertez 28 janvier 2016

C'est un débat souterrain, vous n'en entendrez pas parler. Il ne voit pas le jour... sauf maladresse. Nous avons expliqué en long, en large et en travers, que la manoeuvre depuis 2008 s'analyse comme un gigantesque transfert. Les uns manquent d'argent car ils ont trop de dettes, les autres ont accumulé du cash et des réserves. La solution cynique s'impose donc: il faut prendre dans la poche des uns

pour mettre dans la poche des autres.

Les uns ce sont les endettés, les banques, le shadow, les gouvernements et les autres, eh bien c'est .. vous. La hausse des marchés financiers et la baisse des taux depuis 2008, étaient un entonnoir pour aspirer votre argent, réaliser le grand transfert, puisque vous avez souscrit des montant records d'obligations corporate, de fonds d'état et de titres des banques, qui ne rapportent quasi rien. L'argent, est passé de votre poche dans les leurs, ils l'ont récolté. Et ils ne l'ont pas payé cher, une bouchée de pain puisque les taux étaient nuls!

Maintenant que l'opération est terminée et que l'on peut difficilement aller plus loin, il faut gérer ce transfert. Si on laissait monter les taux, la destruction de tout ce qui a été souscrit au cours des 7 dernières années se ferait mécaniquement; une dette qui coûte/rapporte 0,5% et qui a été émise à 100, ne vaut pour ainsi dire plus rien sur les marchés si les taux montent à 5%! Soutenir les marchés comme essaient de le faire la Fed, la BOJ, la BCE c'est essayer de soutenir la valeur de tout ce papier qui a été émis lorsque les taux étaient quasi nul, c'est empêcher leur dévalorisation.

Pour que le mouvement de transfert soit finalisé, complet, il faut que les emetteurs, les banques, les corporate, les gouvernements qui ont raflé l'argent à la montée et ainsi augmenté leur dette, puisse euthanasier cette dette, c'est à dire qu'il faut que les marchés puissent accomplir leur oeuvre. La fonction objective des marchés dans la financiarisation, dans la mise de tout sur les marchés est le nettoyage, la destruction. Si on cesse soutenir les marchés, si on laisse les taux remonter, si on cesse de créer des liquidités, le processus de destruction peut aller à son terme; ceux qui ont raflé l'argent dans la phase de baisse des taux voient leurs dettes s'alléger dans la phase de hausse. Ce que nous avons en son temps décrit et appelé le processus de « coup d'accordéon » ou encore le processus de « régulation par les bulles ». Vous stimulez les affaires par une vague d'ultra-laxisme monétaire, une bulle se forme dans un secteur donné qui en est le receptacle, cela tire l'économie, puis quand on est au « top », vous percez la bulle, tout ce qui est excédentaire, exagéré est détruit comme le Nasdaq en 2000, l'hypothécaire en 2007, etc, toute la pourriture se résorbe et vous n'avez plus qu'à « nettoyer » comme le disait Greenspan, et à reinjecter de l'argent qui s'en va ailleurs, former une nouvelle bulle comme on l'a fait depuis 2007 avec la bulle des emprunts d'état et du corporate qui ont été soufflées.

La question centrale est celle ci: la bulle est en train d'éclater, elle le fait d'abord là ou elle est la plus fragile, c'est à dire du coté des périphérique, est ce qu'on enraie le phénomène ou bien est ce que l'on attend pour faire comme d'habitude?

Est ce que 'on soutient les marchés ou bien on qu'on les laisse accomplir leur fonction de destruction? Estce que l'on va plus loin dans le Grand Transfert, par exemple est ce que l'on passe aux taux négatifs aux prélèvements sur le cash pour ratisser encore plus, ou bien est ce que l'on tente d'assainir maintenant?

Martin Feldstein, est partisan de l'école rigoureuse, il sait que la fonction de destruction est aussi importante que la fonction de transfert, il veut que le job soit mené à son terme, il défend l'idée que les autorités doivent laisser la bulle, les bulles éclater et continuer de laisser monter les taux. Il est cohérent. Le processus pour être efficace doit être mené à son terme, il faut cyniquement accepter l'éclatement d'une myriade de bulles, pour pouvoir, comme on a appris à le faire, nettoyer et relancer. D'autres pensent que l'on doit aller plus loin, voire accélérer le Grand Transfert, quitte à passer aux taux négatifs et à la prédation sur le cash et risquer la destabilisation du Système. On verra, à suivre.

Effondrement des profits industriels chinois. Une première en 10 ans!

Charles Sannat 28 janvier 2016

4,7% de baisse de profits des industries en Chine ce qui constitue une première en 10 ans et ce n'est évidemment pas une bonne nouvelle.

C'est au contraire une nouvelle preuve du ralentissement économique majeur auquel l'économie mondiale est soumise. C'est aussi la matérialisation de forces déflationnistes de plus en plus fortes.

Au bout de la déflation se trouve l'insolvabilité généralisée.

Charles SANNAT

BEIJING, 27 janvier (Xinhua) — Les bénéfices enregistrés par les grandes sociétés industrielles chinoises en 2015 ont diminué pour la première en plus de dix ans, a annoncé mercredi le Bureau d'Etat des statistique (BES), attisant les inquiétudes concernant la deuxième économie mondiale.

Les profits des sociétés industrielles ayant des revenus annuels supérieurs à 20 millions de yuans (environ 3,1 millions de dollars) ont atteint 816,7 milliards de yuans en décembre dernier, en baisse de 4,7% par rapport à décembre 2014. Cette baisse s'est accélérée par rapport à celle de 1,4% rapportée en novembre, selon le BES.

Sur l'ensemble de 2015, les profits de ces sociétés ont baissé de 2,3% par rapport à

2014 pour atteindre 6.400 milliards yuans, explique le BES.

He Ping, un responsable du département de l'industrie du BES, attribue cette baisse annuelle à la faible demande en Chine et à l'étranger, à la chute des prix des produits industriels et à la hausse des coûts de production.

Les revenus des activités principales de ces sociétés ont augmenté de 0,8% en 2015, contre 7% en 2014.

Ce sont les secteurs de l'exploitation minière et des matières premières, comme le pétrole et le gaz naturel, qui ont connu la baisse la plus inquiétante. Les profits des mines de charbon ont chuté de 65% sur un an, tandis que ceux des entreprises d'exploitation du pétrole et du gaz ont chuté de 74,5%.

Malgré la morosité de la situation générale, la restructuration industrielle présente des signes favorables, a-t-il noté. Le secteur des hautes technologies, les entreprises de fabrication d'équipements et les producteurs de biens de consommation ont vu leurs profits augmenter respectivement de 8,9%, 4% et 7%.

Face aux pressions à la baisse persistantes, les décideurs politiques chinois s'efforcent d'assurer une croissance à court terme tout en réorientant une économie basée sur les exportations et les crédits vers un modèle axé sur une plus forte consommation, l'innovation et le secteur des services.

La croissance du PIB a baissé à 6,9% en 2015, son niveau le plus bas en 25 ans.

Les producteurs de pétrole de schiste US font profil bas

Charles Sannat 28 janvier 2016

Cet article n'est pas exceptionnel en soi, il illustre simplement une réalité, la triste réalité des compagnies de gaz de schistes aux Etats-Unis qui sont en train de toutes rendre, plus ou moins rapidement, l'âme.

La question est quand les défauts seront massifs et ils le seront bientôt croyez-moi, qui devra essuyer les pertes? Où se trouvent les milliards de dollars de crédits qui ont été octroyés? Il semblerait que les banques aient réussi encore une fois à les titriser et à en mettre un peu partout... comme en 2007/2008 il est très difficile de savoir qui détient quelles créances.

C'est aussi pour cette raison inavouable que chaque nouvelle baisse du pétrole entraîne une grande fébrilité sur les marchés financiers et boursiers.

Charles SANNAT

La chute des prix du pétrole oblige les sociétés pétrolières américaines à réduire leurs investissements.

Deux producteurs de pétrole de schiste américains ont annoncé la réduction de leurs dépenses et investissements à cause de la chute des prix du pétrole et ont révisé les prévisions de leur production de pétrole et de gaz. Les compagnies pétrolières se sont heurtées au déficit de financement, dont l'influence sur la quantité de production de pétrole ne cesse d'augmenter, rapporte Financial Times

La société Continental Resources d'Oklahoma envisage de réduire les dépenses de 66% en 2016, soit de 920 millions de dollars. L'année dernière les dépenses de la société avaient déjà été réduites de 46%.

Hess Corp., basé à New York, réduira ses dépenses de 40%, après les avoir réduites de 29% en 2015.

Les PDG des deux sociétés prônent le renforcement de l'austérité.

Continental et Hess sont les premiers parmi les sociétés pétrolières américaines à annoncer la réduction de leurs dépenses. Néanmoins, certains experts affirment que les autres compagnies pétrolières devraient rapidement suivre leur exemple.

Depuis le second semestre de l'année 2015, les petites et moyennes entreprises américaines de pétrole et de gaz ont accès au financement externe sur le marché des actions et des capitaux d'emprunt. Le coût du forage et de la complétion des puits sur le sol américain a également diminué (jusqu'à 40% dans certaines régions), mais cette baisse n'est en rien comparable à celle des prix du pétrole.

Les deux sociétés envisagent également de réduire leur production. Continental compte notamment diminuer sa production à 200.000 barils d'équivalent pétrole par jour, soit 5-9% de moins qu'en 2015. Selon Hess, son volume de production se situera entre 330.000 et 350.000 barils d'équivalent pétrole par jour, soit 7-12% de moins qu'au cours des neuf premiers mois de 2015. De janvier à septembre 2015, Continental avait augmenté sa production de 24-26% et Hess de 19%.

Les experts prévoient une réduction de 12% de la production de pétrole américain par rapport à l'indice maximal enregistré en avril 2015, réduction qui devrait s'opérer d'ici la fin de l'année 2016.

[Source ici](#)

« Tirez parti de la crise, changez votre vie ! »

Charles Sannat 28 janvier 2016

Mes chères impertinentes, mes chers impertinents,

C'est la crise, c'est terrible, il n'y a plus de travail, c'est tellement dur, que vais-je devenir ? Ces questions là mes chers amis lecteurs, je les entends désormais presque tous les jours, dans les transports, chez mes proches, dans ma famille ou encore dans vos mails nombreux.

Aujourd'hui, parce que l'économie n'est pas une science dure, mais une « science sociale » je voulais vous parler de vous. Je voulais remettre l'individu, défini par sa capacité de choisir, au centre de la réflexion. De votre réflexion. Vous en ferez bien ce que vous voudrez ou ce que vous en pourrez. Il n'y a dans les considérations que vous pourrez lire qu'une infinie bienveillance à l'égard de toutes et tous, la vie étant pour beaucoup faites de vicissitudes et de difficultés surmontées avec plus ou moins de succès.

Ne vous demandez pas ce que l'Etat peut faire pour vous, mais ce que vous pouvez faire pour vous aider vous-mêmes !!

La phrase que vous venez de lire est un plagiat d'une citation un peu déformée et adaptée d'un Président américain. N'oubliez pas que dans ma bouche ce soit une ode au libéralisme le plus débridé ! Telle n'est pas ma vision des choses, mais au bout, du bout, tout au bout du compte, se trouve votre vie résumée par une succession de choix ou de non-choix plus ou moins heureux ou malheureux.

Notre vie est la conséquence de ces choix

Pour bien vivre, l'idée générale doit tourner autour de notre capacité à faire le moins de mauvais choix possibles, car évidemment nous en faisons tous des erreurs. Parfois, quand l'accumulation de mauvais choix est trop importante, la situation devient critique. Trop de nos concitoyens terminent dramatiquement sur les autoroutes sans radar du suicide avec plus de 11 000 morts par an et plus de 200 000 blessés. La société blesse. La société exerce une violence sur les âmes. La société peut retirer beaucoup de sens... MAIS, nous restons dans notre esprit fondamentalement libre de penser si nous faisons l'effort de penser et de poser des actes de choix issus d'un processus de réflexion.

La souffrance au travail n'est pas une fatalité

Il y a ceux qui ont compris parce qu'ils ont pu poser les mots sur leur situation, et toutes celles et ceux par millions qui souffrent tous les jours en silence, allant travailler la peur au ventre parce qu'il n'y a pas le choix, parce qu'il y a 6 millions de chômeurs, parce qu'il faut bien payer les crédits et accessoirement élever ses enfants.

Vous devez bien comprendre que c'est normal de raisonner de cette façon-là car c'est exactement de cette façon-là que l'on veut que vous raisonniez.

Les techniques de management sont en réalité des techniques de manipulations psychologiques

Vous n'avez pas idée de la puissance des idées et des mots. Ils détruisent, ils font mal, ou au contraire, ils élèvent, ils grandissent, ils mobilisent.

Le problème c'est que depuis une vingtaine d'année les mots sont utilisés à des fins malsaines dans le but soit de « fabriquer le consentement » des masses, comme l'a si bien écrit et expliqué l'activiste américain de gauche et brillantissime linguiste Noam Chomsky ce qui n'est qu'une forme d'endoctrinement moderne, soit comme techniques dites de management; ces techniques, et nous allons y revenir, ayant pour objectif de vous asservir au totalitarisme marchand.

Les techniques de management c'est quoi ?

Ce sont des outils basés sur l'étude de votre fonctionnement psychologique... enfin pas du vôtre, celui de façon générale de l'être humain.

Tous les managers vont être formés selon un principe pyramidal à ces techniques. Les petits encadrants n'auront droit qu'à la formation de base sans même comprendre la portée réelle de la puissance de ces premiers outils ni de leur dangerosité et qui seront dans des mains totalement incompetentes.

Plus vous monterez dans la hiérarchie, plus les outils auxquels vous aurez accès seront puissants et redoutables. L'idée c'est que le N+2 puisse avoir les moyens de pressurer le N-1, qui lui même dispose des outils pour pressurer les masses laborieuses d'en bas.

Prenons un exemple. Le petit commentaire glissé le vendredi soir à 17 heures juste avant votre week-end. « Pierre-Paul-Jacques, vous passerez me voir lundi à 10 heures dans mon bureau, il faut que je vous vois ». Rien d'autre évidemment, pas d'explication.

Vous allez me dire, celle-là je la connais (je sais c'est fait pour cet exemple, on a tous les mêmes chefs à la con qui ont suivi les mêmes formations venues des Etats-Unis et conçues par les mêmes grands cabinets de conseils), c'est pour me faire passer un sale week-end et me mettre la pression... erreur !

C'est pour déclencher en vous un processus de culpabilité qui va conduire à votre mise en infériorité psychologique. Vous devez vous sentir inférieurs au chef. Un être qui se sent inférieur est docile.

Comprenez-moi bien. Vous n'êtes pas inférieurs. MAIS vous devez vous sentir inférieur.

Nous pourrions multiplier les exemples à l'infini.

Une autre phrase type dans cette logique c'est quand un collaborateur répond à une question en disant à son chef « je crois que... blablabla ». Le chef martial lève la tête et dit d'un air glacial et sans appel « vous croyez, ou vous êtes sûr »... le message implicite est clair, « vous êtes une grosse merde en état d'infériorité et moi y en a être le grand chef omniscient ».

Vous pouvez tenter comme moi de jouer le malin en lui expliquant que par définition, si vous dites « je crois » il faut comprendre « je crois », ce qui implique une potentialité d'incertitude et de marge d'erreur dont l'analyse brillante de sa sainteté le chef devrait lui permettre de prendre quand même une décision basée sur des éléments partiels ce qui est le boulot d'un chef... Bon je vous le dis tout net, cette approche permet de vous faire plaisir, de sauvegarder en totalité votre estime de soi, mais rarement de favoriser une forme d'ascension dans votre carrière...

Je rappelle au passage que si vous dites « je crois » c'est que l'on vous formate depuis l'école à ne pas être sûr de vous !!! Si vous dites « je » dans une rédaction on vous explique que ce n'est pas bien, que c'est très prétentieux, et qu'il faut faire preuve de modestie (quand j'ai répondu que "JE pense, donc J'écris, donc JE suis" ce qui était parfaitement juste dans le contexte concernant mon utilisation abusive du pronom "JE" dans ma dissertation, je suis parti viré pour insolence)...

Pourquoi ? Parce que seul(e) la maîtresse, le maître (le mot en lui-même n'est pas un hasard) ou le professeur est un "sachant qui sait"... vous, vous ne savez rien, vous vous taisez, vous obéissez !!

Là encore l'Education nationale a un gros travail à fournir avant de réussir à renforcer l'estime de soi des élèves, ce qui est évidemment la base pour lutter contre l'échec scolaire. Mais c'est un raisonnement sans doute trop complexe pour une telle institution, à moins que l'éducation ne serve pas à éduquer mais à formater de bons consommateurs bien obéissants.

Néanmoins cette approche est indispensable car nous n'avons pas encore parlé de l'essentiel. L'essentiel c'est la conséquence de votre mise consciente en infériorité.

La conséquence, la perte d'estime de soi, et c'est dramatique.

Soyons direct.

Quand on vous dit que vous êtes nuls en permanence c'est difficile d'avoir

confiance en soi.

L'obéissance et la soumission que le totalitarisme marchand veut générer chez vous a pour conséquence la destruction de votre « estime de soi ».

L'estime de soi, c'est une idée essentielle de la construction psychique de chaque individu, de chaque être humain.

Basiquement, cette estime de soi est construite, si tout se passe bien, par vos parents pour qui vous êtes le plus beau, le plus grand, le plus merveilleux, le plus précieux des trésors.

Vous êtes un être exceptionnel dans le regard rempli d'amour de vos parents. C'est de cet amour que vous pourrez tirer la force, bien plus tard, d'affronter le monde des grands (pas toujours joyeux) !

Ceux qui n'ont pas cet amour infini et inconditionnel, cette admiration permanente et le regard attentif de leurs parents, ceux-là seront des blessés à vie et pour beaucoup hélas nous les retrouverons dans les statistiques d'une insondable tristesse que je citais plus haut.

Ce que je veux vous dire, vous faire comprendre, et faire comprendre à ceux autour de vous dont vous pouvez percevoir la détresse, c'est que l'on ne peut pas survivre longtemps à la destruction de l'estime de soi.

Or les techniques managériales détruisent l'estime de soi, ce qui est justement leur cible, pour vous rendre dociles et corvéables à merci.

Vous serez de plus en plus nombreux à devoir choisir entre vous et votre travail !

Lorsque l'on est lucide, si je pose la question « vous préférez vivre ou vous suicider en raison d'une dépression causée par la perte d'estime de vous au travail ? ».

Normalement vous allez le dire je préfère vivre... sinon c'est que vous en êtes à un stade trop avancé et dans ce cas là cela doit faire sonner un signal d'alarme. Dans ce cas vous ne seriez plus lucides.

Le problème c'est qu'hélas, la question est rarement posée en ces termes. Au contraire, votre entourage, bien intentionné et bien formaté aussi, va vous sortir l'ineptie suivante : « Quooooooooââââ ??? démissionner ? Mais tu n'y penses pas, toi qui as un très bon travail, un beau salaire ? »... si vous laissez faire 10 secondes de plus vous aurez droit au sempiternel « mais qu'est-ce que tu vas faire ? ».

Le postulat de base erroné est que vous devez tout faire pour garder votre travail. A tout prix. Que votre travail lui ne vous garde pas à tout prix et que vous soyez « virables » à n'importe quel moment ne doit surtout pas rentrer dans la réflexion, pas plus que le fait que si vous continuez dans ce boulot, vous finirez au cimetière avec l'épithète suivante : »

Ci-gît Pierre-Paul-Jacques mort parce qu'il avait peur de quitter son boulot »...

« Sannat vous vous mettez en danger »...

Pour détendre un peu l'atmosphère, à l'époque où j'étais banquier il y a fort longtemps, j'avais eu l'outrecuidance au bout tout de même du 4ème hold-up à mains armées dans mon agence, d'écrire au Directeur du Groupe (un truc qui ne se fait pas, vu que cela ne suit pas la sacro-sainte voie hiérarchique) pour lui expliquer qu'au bout de 4 braquages en un an, ça serait bien d'installer un sas de sécurité et pas juste un panneau portes-ouvertes... bon évidemment, j'ai été convoqué pour une séance de soufflante devant le n+1, +2 et +3 réunis pour une séance d'exécution publique. Et le N+3 a eu cette admirable remarque en citant mes propos mon courrier sous les yeux « Sannat, vous ne vous rendez pas compte, avec ce genre de lettre, vous vous mettez en danger »...

Vous imaginez ma réaction évidemment... j'ai à mon tour soulevé les sourcils, utilisé l'arme fatale du silence (le silence est une arme terrible, un jour je vous expliquerai) et d'un ton glacial je lui ai répondu que « effectivement Monsieur, vous avez parfaitement raison. Chaque jour où je viens travailler, chaque heure passée ici me met dans un très grand danger. Vous avez parfaitement raison de si bien le dire après 4 braquages et toujours pas de sas ».

Bon l'agence a un eu un sas de sécurité et moi une mutation directe à l'agence ANPE (à cette époque on comptait en francs et on pointait à l'ANPE)... mais j'étais encore en vie.

Tout n'est pas possible, tout n'est pas acceptable et votre vie, souvent, vaut bien plus que votre emploi, même quand il y a 6 millions de chômeurs...

Tirez partie de la crise, changez votre vie, et changer votre vie c'est changer votre façon de voir!

Tirer profit de la crise n'est pas qu'une question d'argent. C'est bien l'argent, c'est super, c'est indispensable même, mais le bonheur ne s'achète pas, même si l'argent nous évite les malheurs matériels l'argent ne protège pas des maladies, de la tristesse ou encore et c'était l'objet de mes réflexions de la destruction massive de l'estime de soi des gens.

Alors, oui, il faut le dire, tirer partie de la crise c'est aussi savoir dire non, c'est aussi savoir demander ou négocier une rupture conventionnelle, c'est aussi savoir se réorganiser pour vivre autrement, pour gagner moins et vivre mieux ou vivre plus.

La crise fait que beaucoup parmi vous perdront leur travail, ou auront peur de le perdre.

Comment vivre sa vie dans la peur permanente ? Comment vivre quand votre chef lamine votre âme avec comme enjeu un pauvre tableur excel dont la case numéro 57892 n'a pas été incrémenté du bon chiffre... Tout cela est dérisoire, dérisoire et pourtant c'est tout votre environnement, toute votre vie, impossible de vous projeter sans votre tableur excel et votre chef caractériel parce que toute la société vous conditionne à supporter cela.

Certains font le choix de tout quitter, de changer de vie. Pour certains ça marche. Pour beaucoup... ça foire !

Je ne veux pas vous dire de quitter votre job ! Loin de moi cette idée-là et chacun doit vivre sa vie. Ce que je vous invite juste à faire en revanche, c'est à réfléchir aux conditions de votre servitude.

Qu'est-ce qui vous rend dépendant au point de supporter les pires humiliations ? L'égo ? L'ambition ? L'argent ? Les crédits à rembourser ? La peur ? Le carriérisme ? Peu importe vos réponses. Elles ne concernent que vous.

Ce qu'il faut en revanche c'est que vous pensiez dès maintenant à ce que vous ferez si votre travail vous quitte ou si le burn out vous brûle les ailes.

Comment créer les conditions de votre émancipation ? Il existe quelques réponses comme le désendettement, la simplicité volontaire et la baisse consciente de vos besoins, la constitution d'une épargne ou même, l'investissement dans votre futur outil de travail ou dans des savoirs-faire, sans oublier le déménagement pour aller dans des endroits moins chers.

Se préparez à ne pas subir la crise c'est chercher à ne pas attendre, à ne pas être passif, à ne pas subir en vain et sans visibilité.

Oui le travail tue, et il tuera de plus en plus.

Ne soyez pas une victime et pour ne pas être une victime il faut être indépendant car la main qui reçoit est toujours placée en dessous de celle qui donne. N'oubliez pas comme le disait Saint-Exupéry que l'on ne voit bien qu'avec le cœur, l'essentiel est invisible pour les yeux. Ne participez pas à la pression sociale qui consiste à critiquer malgré vous ceux qui n'en "peuvent" plus et qui veulent tout

plaquer... entendez leurs souffrances et n'ayez pas peur, une autre vie est toujours possible!

En fait ce que je voulais vous dire c'était de prendre soin de vous.

Préparez-vous, il est déjà trop tard !

Pékin accuse Soros d'avoir déclaré la guerre au yuan

Les actions spéculatives de Georges Soros ne répondent pas uniquement à des objectifs financiers mais également à des stratégies géopolitiques.

Soros, devenu célèbre par son attaque contre la Livre Sterling, est surtout un ardent combattant contre le communisme et ses associations caritatives servent également d'outils d'influences.

Comme très souvent dans ces milieux de haut vol, l'intérêt financier se confond avec l'intérêt politique ou stratégique.

Observer ce que fait Soros c'est avoir une esquisse des conflits qui déchirent les puissants de ce monde.

Charles SANNAT

Le milliardaire américain, que certains pays accusent d'avoir contribué au déclenchement de la crise asiatique en 1997, a prédit “un atterrissage brutal inévitable” pour l'économie chinoise.

Le ministère chinois du Commerce accuse le milliardaire américain George Soros de mener une guerre contre le yuan et les autres monnaies asiatiques, rapporte mardi [The Financial Times](#), citant un article publié à la une de Renmin Ribao, le journal officiel du Parti communiste chinois.

“La guerre déclarée par George Soros aux monnaies asiatiques permet à la Chine d'intensifier sa coopération financière avec les pays d'Asie de l'Est”, a indiqué un responsable du ministère chinois.

Le défi lancé par le “prédateur financier” George Soros au yuan chinois et au dollar de Hong Kong ne rencontrera jamais de succès”, ajoute le journal.

Le milliardaire américain de 85 ans, que certains pays accusent d'avoir contribué au déclenchement de la crise asiatique en 1997, a prédit “un atterrissage brutal inévitable” pour l'économie chinoise. Il a fait cette déclaration à l'occasion du Forum économique mondial de Davos qui s'est tenu la semaine dernière.

Selon lui, le ralentissement de l'économie chinoise provoqué par l'augmentation

de la fuite des capitaux et le surendettement de Pékin entraînerait une chute sur les marchés des titres mondiaux. La fuite des capitaux a déjà provoqué une dévaluation importante du yuan. La monnaie chinoise a perdu 8% de sa valeur depuis le début de 2015.

En 2015, le PIB chinois s'est accru de seulement 6,9%, soit le pire résultat depuis vingt-cinq ans. A l'heure actuelle, la Chine fournit 25% de la croissance mondiale, soit plus que n'importe quel autre pays.

[Source ici](#)

Pétrole: Chocs , contre-chocs...

Posted on [27 janvier 2016](#)

Chocs et contre-chocs pétroliers depuis 1973

- Chocs pétroliers, flambées et chutes des prix: le pétrole a connu une histoire à rebondissements au gré des événements internationaux depuis les années 1970.

- 1973: guerre du Kippour et premier choc pétrolier

Le 16 octobre 1973, dix jours après le début de l'offensive égyptienne et syrienne contre Israël, six pays du Golfe membres de l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole) augmentent de 70% les prix du pétrole.

Pour la première fois depuis la création de ce cartel en 1960, des Etats producteurs imposent une hausse de prix sans l'aval des compagnies pétrolières.

Ils décrètent un embargo contre les pays occidentaux jugés pro-israéliens, ce qui provoque une envolée des prix et une crise pétrolière mondiale.

Nouvelle augmentation en décembre, le prix du baril atteint 11,65 dollars (équivalent à 60,2 dollars de janvier 2016), soit quatre fois son niveau de septembre.

Il quintuplera un an plus tard.

- 1979: deuxième choc pétrolier

Sous les effets conjugués de la Révolution islamique iranienne et de la guerre Iran-Irak (1980-1988), la production mondiale diminue, provoquant une flambée des prix.

C'est le deuxième choc pétrolier.

Le brut culmine à 40 dollars (126,8 dollars 2016) à l'automne 1979.

Les pays consommateurs vont s'efforcer de réduire leur dépendance en mettant en

oeuvre des politiques d'économies d'énergie et en diversifiant les sources énergétiques.

- 1986: la guerre des prix

La récession économique mondiale entraîne une chute des cours à partir de décembre 1985.

Malgré plusieurs baisses de production décidées par l'OPEP, les prix stagnent, faute de coopération des pays non membres du cartel.

L'Arabie Saoudite et le Koweït déclenchent à l'automne 1986 une guerre des prix en produisant à plein régime.

Le baril tombe à 8 dollars (17,2 dollars 2016), contraignant les pays non OPEP à réduire leur production.

Le brut remonte alors et fait même une courte incursion au-dessus des 40 dollars (71,4 dollars 2016) à l'automne 1990, juste avant la guerre du Golfe.

- 1997: une erreur d'appréciation

En novembre 1997, l'OPEP relève de 10% sa production, sans tenir compte de la crise asiatique.

Les cours s'effondrent de 40%, passant fin 1998 à moins de 10 dollars le baril (14,5 dollars 2016).

Il faudra près d'un an et demi à l'Organisation pour redresser la barre, en baissant sa production malgré une forte demande (32 dollars en septembre 2000, soit 43,7 dollars 2016).

- 2004-2007: troubles et catastrophe

A partir de l'été 2004, le baril s'envole dans un environnement géopolitique marqué par une aggravation du conflit au Proche-Orient et des attentats en Irak ainsi que des troubles sociaux au Venezuela et au Nigeria, tous trois pays producteurs.

En octobre 2004, le brut dépasse 50 dollars (62,4 dollars 2016).

L'augmentation des prix s'accélère après l'ouragan Katrina qui frappe les installations pétrolières du Golfe du Mexique, franchissant en août 2005 la barre des 70 dollars (84,3 dollars 2016).

Cette nouvelle flambée est qualifiée de troisième choc pétrolier.

- 2008-2009: un record puis une chute

Après avoir touché brièvement en janvier le seuil psychologique des 100 dollars

(112,5 dollars 2016), le baril, dopé par la baisse des stocks américains et la croissance chinoise, repart en flèche au printemps, au fur et à mesure que s'affaiblit le dollar. Le 11 juillet, il atteint son record absolu, dépassant les 147 dollars (157,5 dollars 2016).

Mais la crise des subprime qui va entraîner une crise économique mondiale et le recul de la consommation font plonger les cours du brut qui perdent en cinq mois plus des deux tiers de leur valeur, chutant en décembre 2008 à 32 dollars (36 dollars 2016).

- 2011: le conflit libyen enflamme le marché

La guerre civile qui secoue la Libye et provoque la suspension de la production pétrolière, fait bondir les cours de près de 35% jusqu'à un pic de 127 dollars (134,7 dollars 2016) le 11 mars.

- 2014-2016: une demande en baisse

Depuis l'été 2014, le prix du baril a dégringolé de 70% passant en 18 mois de 110 à 30 dollars (108 à 30 dollars 2016), sur fond d'offre trop abondante face à une faible demande.

La baisse continue des cours du brut est en grande partie imputable à l'offensive commerciale de l'Opep, et notamment de **l'Arabie saoudite, qui inonde le marché d'or noir afin de contrer l'essor des hydrocarbures de schiste aux États-Unis.**

Elle s'explique aussi par la **faiblesse de la demande chinoise**, qui ne joue plus son rôle de locomotive.

L'oraison funèbre du système capitaliste par trois de ses grands prêtres

par Pierrick Tillet - Le monde du Yéti



Gueules d'enterrement sur le plateau de BFM Business

Dieu est mort ! C'est en substance ce que déclarent, éplorés, les trois "grands prêtres" du culte capitaliste réunis ce jour-là par Nicolas Doze, bedeau du saint-système sur la chaîne BFM Business. Inimaginable !

Les curriculum vitae de nos trois grands prêtres attestent pourtant de leur grand sérieux :

- **Jean-Marc Daniel** : directeur de la revue Sociétal, professeur à l'ESCP Europe ;
- **Philippe Dessertine** : professeur à l'administration des entreprises Paris Sorbonne, directeur de l'Institut des Hautes finances, membre du Haut conseil des finances publiques ;
- **Alain Madelin** : ancien ministre tendance fondamentaliste libéral, recyclé en directeur du fonds Latour-Capital.

« Nous avons besoin d'un nouveau modèle économique... mais personne pour le construire ! »

« La classe politique ne répond absolument pas à ce qu'il se passe », s'écrie Philippe Dessertine. « Nous sommes aujourd'hui dans une situation de Troisième République avec le blocage qui va arriver au bout et avec la grande catastrophe qui peut en résulter. On est à un moment où il y a besoin de définir un cap. Le modèle économique ancien est complètement à bout du bout du bout. »

Nous avons besoin d'un nouveau modèle économique, ajoute Philippe Dessertine. Mais, manque de pot, aucune autorité politique en mesure de le construire, même pas de l'imaginer.

« Depuis huit ans du mandat d'Obama, la politique américaine a consisté à se replier sur elle-même. L'Europe, elle, ne se replie pas sur elle-même, elle est en train de se déchirer. »

« Les banques centrales ont lancé une politique qui leur échappe totalement »

« Moment très difficile », renchérit pudiquement Alain Madelin qui reconnaît : « C'est l'épuisement du modèle de la civilisation industrielle. Ou les élites savent conduire la mutation, ou le peuple changera d'élite. Or on a le sentiment que les banques centrales ont lancé une politique qui leur échappe totalement. »

Et de dénoncer la fuite en avant suicidaire des banques centrales qui pissent de la monnaie à tout-va sans souci des conséquences désastreuses d'une telle hémorragie (le « No Limit » de Mario Draghi).

Que restera-t-il aux banques centrales comme armes pour affronter le prochain inévitable retournement ? s'inquiète le troisième comparse, Jean-Marc Daniel. Ainsi de ces taux d'intérêt qui sont non seulement au plus bas, mais même déjà entrés en territoire négatif. Et qui frappent les épargnants sans distinction au portemonnaie : les frais bancaires que viennent de généraliser les banques participent de ces taux d'intérêt négatifs, explique Jean-Marc Daniel.

« Ces gens extrêmement éduqués que sont les banquiers centraux, il y a dix ans aucun n'aurait validé un quart des hypothèses qu'ils défendent aujourd'hui », conclut Philippe Dessertine. « Les quantitative easings, ce n'est pas que ça dépasse l'entendement, c'est que c'est absurde. Si ça continue comme ça, on va faire péter le système et on n'en est pas loin ! »

Mais le plus drôle dans cette histoire, c'est la bobine désemparée que tirent nos trois "experts" en prononçant leur oraison funèbre. Je vous laisse découvrir les funérailles sur la vidéo qui suit.

[Une réflexion sur la bourse](#)

Posté le 28 janvier 2016 par Bruno colmant

La bourse est un rouage essentiel à l'économie. Pour les investisseurs, elle entraîne des images mythiques, car elle polarise les sentiments les plus extrêmes : l'envie et la peur. C'est sans doute la seule institution qu'on rejoint avec l'envie du gain et le frisson des pertes, mais qu'on quitte avec le regret de n'avoir pas été assez patient. La Bourse exerce une fascination car elle entre en résonance avec les pulsions les plus secrètes de l'investisseur, comme si elle représentait un être virtuel. Pourtant, la bourse n'existe pas à l'état naturel. Elle a été créée par l'homme pour formuler des valeurs.

Étant une construction humaine, la bourse est-elle rationnelle ? Ou est-elle, au contraire, irrationnelle ? Elle est parfaitement rationnelle dans son fonctionnement, mais imprévisible dans son mouvement. La bourse, c'est le jeu ordonné (rationnel) de millions de libertés d'achats et de vente face à des milliers d'actions concurrentes. C'est une pulsation universelle, un immense mouvement d'adaptation collectif à la diversité mouvante de l'économie.

La fonction principale de la Bourse est d'explorer l'utilité des biens dans le futur. C'est une machine non pas à remonter, mais à se projeter dans le temps. Cette réalité est irritante pour l'esprit cartésien qui recherche des cycles répétitifs et des schémas prévisibles. Et comme l'incrédulité fait bon ménage avec l'obscurantisme, cela conduit à l'imagerie populaire d'une sphère financière

dévoyée et dissociée des vertus rédemptrices de l'économie qualifiée de « réelle ». En fait, il n'y a pas d'économie réelle, à opposer à une économie financière ou virtuelle. C'est plutôt une question d'échelle de temps que de réalité ou de virtualité : Il y a des transactions économiques révolues à comparer avec un marché boursier d'anticipations et d'engagements futurs.

Car, quand on analyse froidement leur formation, les cours découlent d'une mécanique élémentaire : Ils résultent de la confrontation d'anticipations contraires portant sur un même nombre de titres achetés et vendus. L'acheteur anticipe une hausse cours, tandis que le vendeur spéculé sur une baisse. Chaque opérateur, par sa contribution à la transaction, anticipe donc une certaine volatilité. Cette réalité s'oppose à nouveau à la critique de marchés boursiers trop volatils, alors que cette volatilité fonde les transactions.

La Bourse gardera donc toujours sa part de mystère. De manière imagée, on pourrait donc envisager le cours de bourse comme la porte, ouverte mais jamais franchie, vers le futur. Car si, d'aventure, la prévision du futur était concevable, il serait possible de savoir si un cours va monter ou baisser, ce qui entraînerait des achats sans vendeurs ou des ventes sans acheteurs de titres. Il n'y aurait aucune transaction, donc pas de bourse. Ou, inversement, la Bourse existe parce que nul n'est capable, de manière établie, d'augurer le futur. Elle porte en elle la volatilité des évaluations qui fonde son existence. Sans volatilité, il n'y aurait pas de bourse.

Le cours est donc, par essence, doublement éphémère. Il est, en effet, destiné à être contredit à tout moment. Il n'emporte aucune pérennité, puisqu'il reflète la dernière transaction qui, au moment de sa publication, appartient déjà au passé. En d'autres termes, la formation du cours entraîne sa propre précarité, puisque sa seule pertinence est d'avoir été, plutôt que d'être, comme un futur qui n'est qu'un passé en préparation. Mais il y a plus : le cours n'est valable que pour les acheteurs et les vendeurs qui effectuent la transaction. Il ne constitue qu'une indication pour les acheteurs et vendeurs potentiels. Ceux-ci créeront leur cours au moment de la transaction.

C'est d'ailleurs dans cette perspective que la valeur d'une action procède de l'actualisation des dividendes espérés. Cette actualisation s'effectue à un taux dont la modélisation est, elle aussi, impossible, puisqu'elle intègre, selon des pondérations inconnues, l'ensemble des anticipations relatives au marchés financiers et à l'action concernée. Au reste, la théorie boursière a bien identifié la marche au hasard des actions, dont les cours sont soumis à des oscillations aléatoires. La leçon de la bourse, qu'on peine paradoxalement à se remémorer est bien là : les marchés n'ont pas de mémoire.

Les procès inquisitoires ou en sorcellerie sur les marchés financiers sont donc souvent vides de sens. La bourse n'est ni vertueuse, ni odieuse, et encore moins une machine infernale. Elle est juste une mesure du temps et des valeurs prospectives.

Le drame du chômage. Suite et pas fin

Marc Fiorentino Morning Zapping 28/01/2016

Je continuerai à radoter, mois après mois, tant que le drame du chômage ne donnera pas lieu à un véritable état d'urgence et pas seulement une manipulation pré-électorale des chiffres. Les chiffres de décembre sont mauvais. Très mauvais. Nous avons perdu 100,000 emplois en 2015, 700,000 depuis Mai 2012. 5,75 millions de personnes sont au chômage en France. Quel niveau doit-on atteindre pour réagir ?

L'ÉCHEC MASSIF DES POLITIQUES

Comment peut-on encore faire confiance à des politiques qui depuis des années, à gauche comme à droite, n'ont jamais pris les mesures courageuses pour résoudre ce drame humain et économique national? Les solutions existent. Nous avons le choix entre un modèle allemand et un modèle anglo-saxon. Les deux ont amené le plein-emploi mais avec des choix sociaux différents. Notre vrai taux de chômage est plus proche des 25% que des 10%, compte tenu, entre autres, du fait qu'une partie de la population, les fonctionnaires, est, injustement, protégée par l'emploi à vie. Mais toujours pas de vrai plan d'urgence ou de vraie réforme du code du travail. C'est écœurant.

JUSTICE EST FAITE

Taubira est partie.

LE DÉSASTRE DES ÉMERGENTS

La situation des pays émergents reste très préoccupante. Entre l'effondrement du pétrole et des matières premières et le ralentissement de l'économie mondiale, les pays dits émergents sont en train de sombrer. Récession comme en Russie avec une chute de 3,7% de la croissance en 2016, inflation comme au Venezuela avec 720% prévus en 2016, krach boursier comme en Chine avec une chute de Shanghai de 50% en 9 mois, effondrement des monnaies comme le real, et depuis quelques mois, le nouveau fléau qui touchent TOUS les pays émergents y compris la Chine : la fuite des capitaux. Ce sont des dizaines de milliards de dollars qui sortent chaque semaine des pays émergents. Une véritable hémorragie qui ajoute la touche finale à la spirale de déstabilisation.

LA FIN D'UN TABOU

La situation inquiète tellement qu'on assiste à un vrai changement de doctrine. Vous ne pouvez pas imaginer à quel point ce qu'on entend depuis quelques jours est surprenant. Jusqu'à présent, il y avait un tabou dans la communauté internationale : le contrôle des capitaux. Une mesure extrême toujours rejetée par les instances internationales, comme le FMI et par les pays développés, comme inefficace, dangereuse et totalement non conventionnelle. Ce tabou vient d'être brisé. Le gouverneur de la Banque du Japon a suggéré à la Chine de fermer les frontières à ses capitaux. Le FMI approuve pour l'instant du bout des lèvres. Mais personne ne voit comment un pays émergent peut à la fois empêcher la fuite des capitaux, contrôler l'effondrement de sa monnaie et baisser ses taux pour relancer l'économie sans fermer ses frontières.

LA GUERRE DES A

Le marché a vu le verre à moitié vide dans les résultats d'Apple. Malgré un bénéfique trimestriel spectaculaire et historique, les investisseurs n'ont voulu retenir que les perspectives de baisse du chiffre d'affaires. Apple doit maintenant se battre contre l'image d'une "Iphone firm" et d'une entreprise de "hardware" et convaincre qu'elle est une société de services. L'écart de valorisation entre Alphabet (Google) et Apple s'est encore réduit et les courbes de valorisation devraient bientôt se croiser.

3.60% CE N'EST PAS ASSEZ POUR VOUS?

Le fonds euro de notre contrat MonFinancier Retraite Vie a la meilleure performance du marché de l'assurance-vie en ligne en 2015 . 3.85*% en 2014, 3.60%* en 2015. Qui dit mieux? Et vous attendez encore pour souscrire??

[Cliquez ici pour recevoir une documentation gratuite.](#)

UN NOUVEAU TERRITOIRE PERDU

Après certaines cités et banlieues, nous venons de perdre la Porte Maillot.

LA VISITE TOURISTIQUE DU JOUR

Il ne faudra pas oublier de faire visiter au Président iranien, en visite en France, la station de métro Saint-Michel où a eu lieu un attentat organisé par l'Iran qui a tué 8 personnes et fait 117 blessés. Il faut savoir partager nos souvenirs communs avec nos amis.

LA BONNE NOUVELLE DU JOUR

La Commission Européenne semble décidée à enfin s'attaquer à l'évasion fiscale des groupes internationaux, principalement américains. Les États-Unis eux auraient déjà distribué des dizaines de milliards d'amendes.

LE CHIFFRE DU JOUR

3h50. C'est le temps que passent en moyenne les Français devant leurs télévisions. Autant que le temps légal de travail diminué des pauses clopes, des arrêts-maladies bidons, des grèves et des heures passées sur Internet pour des sujets persos.

LE CRASH DE BOEING

9% de baisse sur l'action après l'annonce du ralentissement des commandes.

LE TTSO DU JOUR:Présidentielle US : et si c'était Bloomberg ?

Exaspéré par la domination de Trump et à moitié confiant en Hillary, Michael Bloomberg (créateur de la société éponyme et ex-maire de NY) envisagerait de se lancer dans la course à la présidence US en tant qu'indépendant. Pas crédible (les candidatures des indépendants finissent toujours aux oubliettes) ? Oui, sauf que la fortune de Bloomberg est 7x plus élevée que celle de tous les autres candidats (Rep et Dem) combinées ! It could make a difference.

Exemples de fortune perso de candidats : Jeb Bush : 22M\$, Hillary Clinton : 45M\$, Trump : 4,5Mds\$. M. Bloomberg : 36Mds\$ (Source : Forbes).

N'oubliez pas de vous abonner à l'excellente newsletter du soir de TTSO. C'est [ici et maintenant !](#)

VOILA C'EST TOUT
BONNE JOURNEE
MAY THE FORCE BE WITH YOU

[L'économie de la surabondance](#)



[Adrian E. Ash](#)
[Bullion Vault](#)

Publié le 28 janvier 2016

Après l'avidité, la saturation.

Les marchés du pétrole brut dans le monde croulent sous l'offre. Il existe même [une surabondance de lieux de stockage](#) pour conserver ce trop-plein.

L'industrie high-tech japonaise semble être de plus en plus redondante, comme le montre ce [graphique des cours des actions de Toshiba](#).

Le gros boom de l'investissement bancaire [semble terminer](#), mais beaucoup des cadres en costume s'attendent toujours à un bon bonus de nouvel an.

Les constructions en masse des centres commerciaux chinois ont été énormes, mais ils souffrent d'un cruel manque de fréquentation. Surtout avec les foyers qui achètent maintenant de plus en plus en ligne.

" Nous avons une nouvelle stratégie ", a indiqué le propriétaire d'un centre commercial vide. Nous allons les [remplir avec des enfants](#) en remplaçant les emplacements non loués par des piscines à balles et d'autres trucs du jardin d'enfant pour les moins de cinq ans.

J'ai une autre stratégie a indiqué un groupe immobilier chinois, se plaignant le que shopping en ligne n'est pas juste. Il a acheté un page entière de promotion dans un journal newyorkais juste avant le Nouvel an pour demander aux gens de bien vouloir revenir vers les centres commerciaux vides, s'il vous plaît. Son cri d'alarme dans les médias étrangers aurait pour but d'obtenir plus de magasins de marques étrangères dans ses locaux vides.

Mais une stratégie injuste pour une entreprise est une bouée de sauvetage pour une autre, bien sûr. Pendant que l'Union Européenne débat les subventions gouvernementales illégales pour l'industrie sidérurgique en Belgique et en Italie, [tout le monde accuse](#) la Chine de faire un [dumping des exportations d'acier](#) et de tuer la compétition du Pays de Galle [à la Malaisie](#).

Quoi qu'il en soit, cette marée de trucs que personne ne veut provient bien sûr du flot d'argent pas cher lancé au cours des 10 ou 20 dernières années à la figure des investisseurs, des marchés financiers, des développeurs immobiliers et des usines stratégiques de manufacture dans le monde.

Pour réduire la surabondance de 2016, certains analystes et [commentateurs pensent que Pékin annoncera](#) une seconde phase de méga stimulus, avec une injection de liquidité et de prêts encore plus importante, après les [cadeaux record de 2008](#). Le but est de faire en sorte que la demande suive.

Ca a bien marché la fois dernière, n'est-ce pas?

Mais le Politburo lui-même fait pression de l'autre côté, ordonnant un [ralentissement de la production d'acier](#), par exemple, plutôt que d'essayer de stimuler la demande et donc de soutenir la production avec plus d'argent gratuit.

Dans les économies plus libres, le marché fera finalement la même chose. Il essaie déjà aux Etats-Unis, par exemple, où le [nombre de plateformes de forage](#) qui produisent le pétrole ou le gaz a diminué de 60% depuis janvier de l'an passé. Le marché a déjà tué la surabondance de *mergers* et acquisitions détruisant la valeur

pour les actionnaires dans tout le marché des actions.

Qu'en est-il de l'or et de l'argent, alors?

Souffrent-ils aussi d'une surabondance même après avoir perdu 40% et 70% respectivement à partir de leurs pics record du 21^{ème} siècle.

L'argent nouvellement extrait du sol devrait probablement chuter cette année, estiment les analystes, tandis que la saturation mondiale du cuivre et des autres métaux de base engendre une diminution de leur extraction et va réduire la production de ce qui est principalement un sous-produit de ces extractions.

L'exploitation aurifère est au contraire une activité primaire. Mais les cinq dernières années de chute des prix plus presque 10 ans de performance des actions médiocres signifient maintenant que les compagnies minières aurifères majeures vont commencer à diminuer leur production aussi, bien que ce soit à partir [de nouveaux pics record historiques](#).

Que cela affecte les cours de l'argent et de l'or ou pas en 2016, une frange du marché d'investissement semble souligner une autre grande différence entre les deux métaux précieux.

Les réserves du fond indiciel or coté en bourse le plus grand au monde, l'ETF or SPDR Gold Trust (NYSE : GLD), se sont maintenant développés vers leur plus grand volume depuis novembre dernier, avec le nombre de parts émises [augmentant de 3,4%](#) depuis le Nouvel an alors que les cours de l'or ont affiché des gains de 3,7%.

L'ETF argent géant, le iShares Silver Trust (NYSEArca : SLV), s'est lui contracté vers son plus petit volume depuis la moitié de 2012, avec les actionnaires annulant 2% de ses actions depuis le Nouvel an, alors même que les cours de l'argent ont affiché des gains d'environ 1% en termes de dollars US.

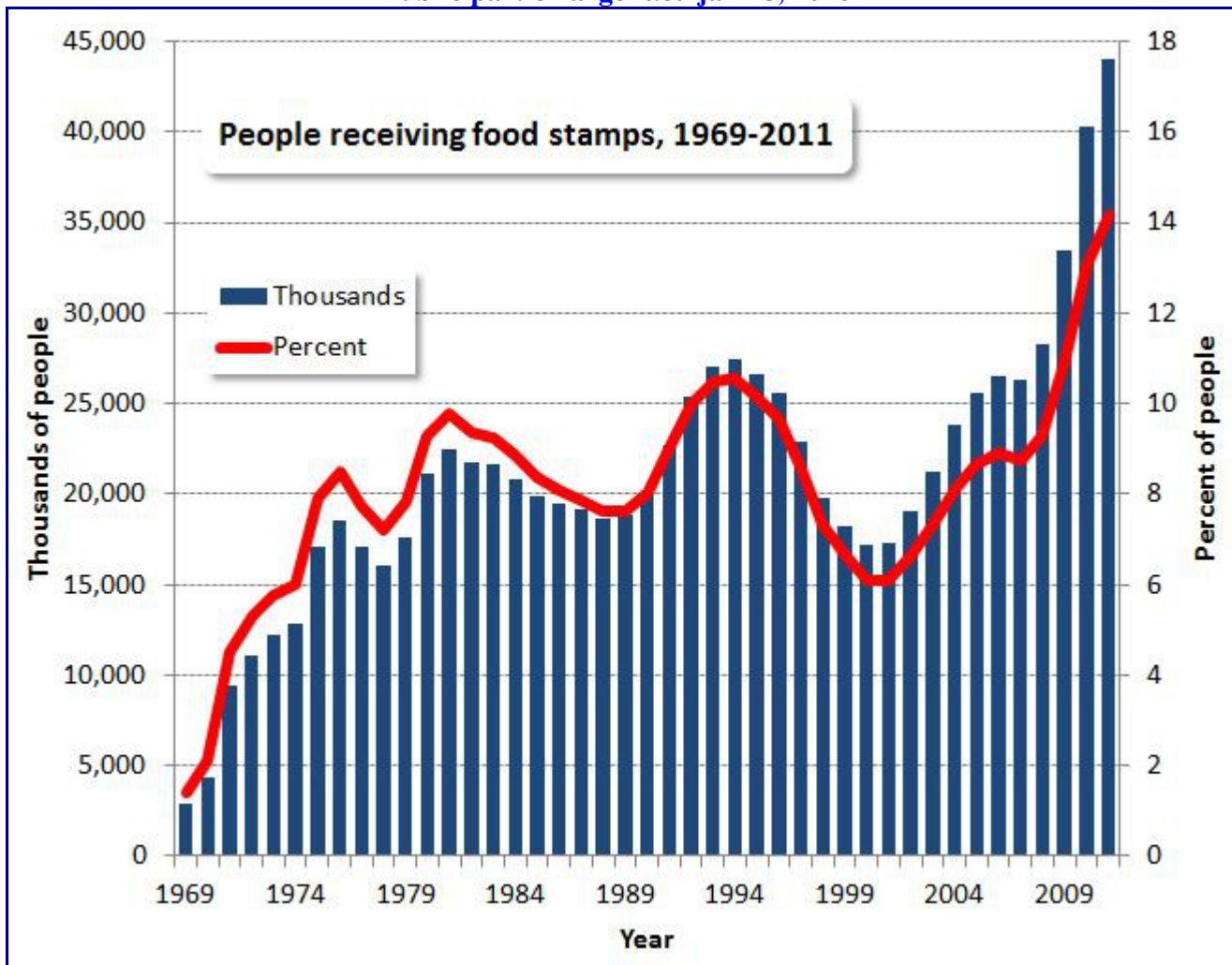
Pourquoi donc? L'or a beaucoup d'utilisations industrielles et électroniques. Mais elles comptent à peine contre son utilisation économique première de réserve de valeur, à toutes les époques et dans toutes les cultures.

Dans un monde saturé de trucs utiles, la valeur de ceux-ci coulent si les producteurs persistent à augmenter la production, avec ou sans l'aide des contribuables. Cela pourrait rendre l'or "inutile" remarquablement utile pour les investisseurs et les épargnants.

Mais il est très rare, cependant, que le prix de l'argent "utile" ne bouge pas dans la même direction que celui du métal jaune.

Suppression des droits aux food stamps pour 1 million d'Américains

Publié par: or-argent.eu jan 28, 2016



Article du Huffington Post du 6 janvier 2016 :

« Cette année, près d'un million d'Américains n'auront plus droit aux Food Stamps après le retour en vigueur des règles fédérales excluant les chômeurs adultes sans enfants.

D'après une nouvelle analyse du Center on Budget and Policy Priorities, le think tank à gauche de Washington D.C. estime que pas moins de 500.000 personnes perdront leur droit à cette aide sociale.

« La perte de cette assistance alimentaire, qui s'élève à environ 150/170 \$ par personne et par mois pour ce groupe, va créer de nombreuses et sérieuses difficultés financières, » a déclaré le Center for Budget.

Le New Jersey, la Caroline du Nord, la Géorgie et 20 autres Etats n'offriront que 3

mois d'assistance aux adultes sans personne à charge à moins qu'ils ne travaillent au minimum 20 heures par semaine. Même si ce sont les Etats qui se chargent de la gestion des food stamps, la règle fédérale, qui fut suspendue durant ces dernières années en raison de l'étendue du chômage, est une condition requise.

Alors que le taux de chômage baisse, la règle est à nouveau d'application. Certains Etats l'ont réintroduite avant la date officielle. D'ici la fin de l'année, seulement une poignée d'États pourront encore bénéficier de l'exemption.

« *C'est inexplicable, comment pourrait-on nous reprocher une action punitive alors qu'il s'agit d'une décision fédérale,* » a déclaré un porte-parole du gouverneur du New Jersey Chris Christie, en réponse aux critiques affirmant que cette politique punit les plus pauvres. (...) »

Certes les chiffres du chômage baissent. Sans entrer dans le débat de la fiabilité des chiffres officiels américains et de la qualité de l'emploi, il y a cependant un fait indiscutable : la précarité des Américains a explosé depuis 2007 et les « améliorations » relevées par le Huffington Post sont extrêmement limitées. Toujours de cet article :

« Plus de 45 millions d'Américains bénéficient du Supplemental Nutrition Assistance Program, un chiffre historiquement élevé qui décline lentement grâce à l'amélioration de l'économie (sic) ainsi qu'à des règles plus contraignantes de la part des Etats. »

À titre d'exemple, environ 27 millions d'Américains bénéficiaient des food stamps en 2007, soit presque la moitié d'aujourd'hui.

La production canadienne de pétrole va presque doubler d'ici 2040

Source: affaires.lapresse.ca Publié par BusinessBourse Le 28 Jan 2016

[NYOUZ2DÉS: blague du jour. Actuellement, le pétrole bitumeux coûte 70\$ le baril à extraire et se vend... 8\$. Avec de tel profits négatifs, ils vont pouvoir investir dans le pétrole de la planète Vénus.]



La production canadienne de pétrole devrait osciller entre 6 et 7 millions de barils par jour (Mb/j) d'ici 2040, contre 3,87 Mb/j en 2015, selon un rapport officiel publié mercredi avertissant que les émissions de gaz à effet de serre vont nécessairement augmenter.

Cinquième producteur mondial d'hydrocarbures, le Canada a été frappé de plein fouet par la chute des prix du baril, de 110 dollars américains mi-2014 à moins de 30 dollars ce mois-ci.

Mais selon l'Office national de l'Énergie (ONÉ, une agence fédérale), le prix du brut coté à New York devrait remonter à 80 dollars en 2020 et à 105 dollars en 2040.

«La croissance continue de la demande mondiale et la nécessité de se tourner vers des ressources (non conventionnelles, NDLR) dont les coûts de production sont plus élevés se traduisent par une croissance modérée des prix durant la période de projection», indique ce rapport intitulé «Avenir énergétique du Canada en 2016 – Offre et demande énergétiques à l'horizon 2040».

Avec de telles perspectives, l'ONÉ estime que la production pétrolière canadienne va atteindre 6,1 Mb/j en 2014, voire 6,9 Mb/j «dans le scénario de prix élevés» du brut.

A priori, la production canadienne de pétrole augmentera plus rapidement que la consommation locale et donc «les exportations nettes d'énergie seront en hausse», relève l'agence.

Néanmoins, ces prévisions pourraient être rendues caduques par la demande des États-Unis, premier importateur de brut canadien, et des pays émergents, ainsi que par l'évolution des grands projets miniers prévus au Canada, et dont le «rythme de réalisation (...) demeure incertain».

Le secteur énergétique (environ 10% du PIB) a lourdement pesé sur l'économie canadienne ces derniers mois, entraînant même une récession au cours du premier semestre 2015.

La province d'Alberta, coeur de l'industrie pétrolière du pays, a perdu près de 20.000 emplois en 2015, alors que de nombreuses compagnies suspendaient leurs projets d'agrandissement des sites d'extraction de sables bitumineux.

Une autre inconnue tient dans la récente élection d'un gouvernement libéral qui souhaite réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) de manière à limiter la hausse de la température à +1,5 degrés en 2050 par rapport à l'ère préindustrielle, tel qu'annoncé à la COP21.

«Quelles que soient les projections élaborées, la consommation d'énergie sous forme d'hydrocarbures continue de croître, ce qui est nécessairement à l'origine d'une augmentation des émissions de GES», souligne Peter Watson, président de l'ONÉ.

L'industrie pétrolière réclame de nouveaux oléoducs pour exporter davantage, mais l'administration du premier ministre Justin Trudeau a prévenu que cela devrait prendre en compte ses objectifs de lutte contre le réchauffement climatique.

«Si la politique climatique continue d'évoluer ainsi, les incertitudes seront d'autant plus grandes à l'égard de toute projection à long terme sur l'énergie», reconnaît le président de l'ONÉ.

es, la consommation d'énergie sous forme d'hydrocarbures continue de croître, ce qui est nécessairement à l'origine d'une augmentation des émissions de GES», souligne Peter Watson, président de l'ONÉ.

Source: affaires.lapresse.ca

Plus de 6000 procès ont été ouverts contre la Deutsche Bank

Audrey Duperron Express.be 27 janvier 2016

La Deutsche Bank est dans la tourmente, affirme Courrier International. La semaine dernière, elle a annoncé qu'elle avait enregistré une perte de 6,7 milliards d'euros en 2015, notamment en raison de coûts de restructuration et de frais juridiques élevés qu'elle encourt.

Le mastodonte allemand est impliquée dans plus de 6000 procès dans le monde entier. La banque a été mise en cause dans la plupart des derniers grands scandales financiers: manipulation des taux d'intérêt et des taux de change, violation d'embargo en Iran, blanchiment d'argent en Russie, opérations douteuses aux États-Unis, pour n'en citer que quelques uns. En conséquence, au cours des 3 derniers mois, son action a chuté de plus de 40%.

En outre, elle a maintenu un grand portefeuille de produits dérivés et elle est également un acteur majeur sur le marché obligataire européen.

Selon un rapport du Center for Risk Management at Lausanne, à la fin de l'année 2014, la Deutsche Bank était, de loin, la banque la plus risquée dans la zone euro, avec un risque de défaut de 75,4 milliards d'euros, qui s'explique par l'énorme

effet de levier que la banque a atteint.

Une cote de crédit inférieure à celle de Lehman, trois mois avant la faillite de cette dernière

Selon les rumeurs, la banque aurait été attirée dans le tourbillon du fiasco de VW. En Juin, l'agence de notation S & P a abaissé la cote de la Deutsche Bank à BBB ±, ce qui est trois crans au-dessus de 'junk' ou 'pacotille'. (A titre de comparaison: BBB + est inférieure à la cote qu'avait la banque américaine Lehman Brothers, trois mois avant sa faillite.)

“La banque la plus dangereuse du monde”

Il y a trois ans - une époque où son effet de levier n'était “que” 1 sur 44 - , l'ex-Economiste en chef du FMI, Simon Johnson, avait qualifié la Deutsche Bank de “banque la plus dangereuse du monde”. Aujourd'hui, le ratio de l'effet de levier atteint 1 sur 50.

La question est maintenant de savoir si cette banque a encore la capacité de lever des capitaux. Les choses devraient être plus claires après la publication de ses résultats pour le début de l'année 2016. Mais **si elle devait faire faillite, les dégâts seraient colossaux.**